

Canada Gazette

Part I

OTTAWA, SATURDAY, SEPTEMBER 11, 1999



Gazette du Canada

Partie I

OTTAWA, LE SAMEDI 11 SEPTEMBRE 1999

NOTICE TO READERS

The *Canada Gazette* is published under authority of the *Statutory Instruments Act*. It consists of three parts as described below:

- | | |
|----------|---|
| Part I | Material required by federal statute or regulation to be published in the <i>Canada Gazette</i> other than items identified for Parts II and III below — Published every Saturday |
| Part II | Statutory Instruments (Regulations) and other classes of statutory instruments and documents — Published January 6, 1999, and at least every second Wednesday thereafter |
| Part III | Public Acts of Parliament and their enactment proclamations — Published as soon as is reasonably practicable after Royal Assent |

The *Canada Gazette* is available in most public libraries for consultation.

To subscribe to, or obtain copies of, the *Canada Gazette*, contact bookstores selling Government publications as listed in the telephone directory or write to: Canadian Government Publishing, Public Works and Government Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9.

AVIS AU LECTEUR

La *Gazette du Canada* est publiée conformément aux dispositions de la *Loi sur les textes réglementaires*. Elle est composée des trois parties suivantes :

- | | |
|------------|--|
| Partie I | Textes devant être publiés dans la <i>Gazette du Canada</i> conformément aux exigences d'une loi fédérale ou d'un règlement fédéral et qui ne satisfont pas aux critères des Parties II et III — Publiée le samedi |
| Partie II | Textes réglementaires (Règlements) et autres catégories de textes réglementaires et de documents — Publiée le 6 janvier 1999 et au moins tous les deux mercredis par la suite |
| Partie III | Lois d'intérêt public du Parlement et les proclamations énonçant leur entrée en vigueur — Publiée aussitôt que possible après la sanction royale |

On peut consulter la *Gazette du Canada* dans la plupart des bibliothèques publiques.

On peut s'abonner à la *Gazette du Canada* ou en obtenir des exemplaires en s'adressant aux agents libraires associés énumérés dans l'annuaire téléphonique ou en s'adressant à : Les Éditions du gouvernement du Canada, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9.

<i>Canada Gazette</i>	<i>Part I</i>	<i>Part II</i>	<i>Part III</i>
Yearly subscription			
Canada	\$135.00	\$67.50	\$28.50
Outside Canada	US\$135.00	US\$67.50	US\$28.50
Per copy			
Canada	\$2.95	\$3.50	\$4.50
Outside Canada	US\$2.95	US\$3.50	US\$4.50

<i>Gazette du Canada</i>	<i>Partie I</i>	<i>Partie II</i>	<i>Partie III</i>
Abonnement annuel			
Canada	135,00 \$	67,50 \$	28,50 \$
Extérieur du Canada	135,00 \$US	67,50 \$US	28,50 \$US
Exemplaire			
Canada	2,95 \$	3,50 \$	4,50 \$
Extérieur du Canada	2,95 \$US	3,50 \$US	4,50 \$US

REQUESTS FOR INSERTION

Requests for insertion should be directed to the Canada Gazette Directorate, Public Works and Government Services Canada, 350 Albert Street, 5th Floor, Ottawa, Ontario K1A 0S5, (613) 991-1351 (Telephone), (613) 991-3540 (Facsimile).

Bilingual texts received as late as six working days before the desired Saturday's date of publication will, if time and other resources permit, be scheduled for publication that date.

Each client will receive a free copy of the *Canada Gazette* for every week during which a notice is published.

DEMANDES D'INSERTION

Les demandes d'insertion doivent être envoyées à la Direction de la Gazette du Canada, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, 350, rue Albert, 5^e étage, Ottawa (Ontario) K1A 0S5, (613) 991-1351 (téléphone), (613) 991-3540 (télécopieur).

Un texte bilingue reçu au plus tard six jours ouvrables avant la date de parution demandée paraîtra, le temps et autres ressources le permettant, le samedi visé.

Pour chaque semaine de parution d'un avis, le client recevra un exemplaire gratuit de la *Gazette du Canada*.

TABLE OF CONTENTS

No. 37 — September 11, 1999

Government Notices*	2644
Appointments	2648
Notice of Vacancies	2653
Parliament	
House of Commons.....	2661
Commissions*	2662
(agencies, boards and commissions)	
Miscellaneous Notices*	2675
(banks; mortgage, loan, investment, insurance and railway companies; private sector agents)	
Index	2683

TABLE DES MATIÈRES

N° 37 — Le 11 septembre 1999	
Avis du Gouvernement*	2644
Nominations	2648
Avis de postes vacants.....	2653
Parlement	
Chambre des communes.....	2661
Commissions*	2662
(organismes, conseils et commissions)	
Avis divers*	2675
(banques; sociétés de prêts, de fiducie et d'investissements; compagnies d'assurances et de chemins de fer; autres agents du secteur privé)	
Index	2684

* Notices are listed alphabetically in the Index.

* Les avis sont énumérés alphabétiquement dans l'index.

GOVERNMENT NOTICES

DEPARTMENT OF THE ENVIRONMENT

CANADIAN ENVIRONMENTAL PROTECTION ACT

Notice to Anyone Engaged in the Production, Import or Use of Ozone-depleting Substances (ODSs)

Pursuant to subparagraphs 15(a)(v) and 15(a)(viii) of the *Canadian Environmental Protection Act*, the following notice describes the criteria, process and schedule that the Department of the Environment will use to determine the relevance of nominations for an exemption for an essential use of ozone-depleting substances (ODSs), as agreed to under the Montreal Protocol.

These exemptions, valid for calendar years 2001 and beyond, are with respect to the regulatory provisions that set the phase-out dates for the production and importation of ODSs. These exemptions allow the production or importation of new ODSs after their respective phase-out dates. The use of ODSs present in Canada before the phase-out date or the use of recycled or reclaimed ODSs does not require an application for exemption.

Producers, importers and users of ODSs are hereby invited to submit, prior to December 1, 1999, nominations for such essential use exemptions, as described in this notice.

J. A. BUCCINI

Director
Commercial Chemicals
Evaluation Branch

On behalf of the Minister of the Environment

I. Introduction

The Fourth Meeting (Copenhagen, November 23–25, 1992) of the Parties to the Montreal Protocol on Substances that Deplete the Ozone Layer agreed to phase out the production and consumption¹ of halons by January 1, 1994, and of the following ODSs by January 1, 1996: chlorofluorocarbons (CFCs), carbon tetrachloride (CTC), 1,1,1-trichloroethane (TCA) or methyl chloroform (MCF), and other fully halogenated chlorofluorocarbons (other CFCs).

The Fourth Meeting of the Parties agreed to allow for possible exemptions to this production/consumption phase-out date in order to meet the marketplace demand for uses that are considered “essential”. The Parties established, under Decision IV/25, criteria and a procedure to assess nominations for essential use exemptions.

Canada, as a signatory to the Montreal Protocol, must ensure that the requirements of this international treaty are implemented in Canada.

II. Criteria for essential use

For the implementation in Canada of the Montreal Protocol requirements, a use of ODS shall qualify as “essential” only if:

AVIS DU GOUVERNEMENT

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

LOI CANADIENNE SUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Avis à toute personne qui produit, importe ou utilise des substances qui appauvrisse la couche d'ozone (SACO)

En vertu des sous-alinéas 15a)(v) et 15a)(viii) de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement*, le présent avis décrit les critères, le processus et le calendrier que le ministère de l'Environnement utilisera pour juger de la pertinence des candidatures à une exemption d'utilisation essentielle des substances qui appauvrisse la couche d'ozone (SACO), tel qu'il est convenu dans le Protocole de Montréal.

Ces exemptions, valides pour l'année civile 2001 ou pour une année ultérieure, sont liées aux clauses réglementaires qui fixent les dates d'interdiction de production ou d'importation des SACO. Ces exemptions permettent la production ou l'importation de nouvelles SACO après leurs dates d'interdiction respectives. Il n'est pas nécessaire de demander une exemption pour utiliser des SACO présentes au Canada avant les dates d'élimination ou pour utiliser des SACO recyclées ou régénérées.

Les producteurs, les importateurs et les utilisateurs de SACO sont invités à soumettre, avant le 1^{er} décembre 1999, les mises en candidature pour une exemption d'utilisation essentielle, tel qu'il est décrit dans le présent avis.

Le directeur

Direction de l'évaluation des produits chimiques commerciaux

J. A. BUCCINI

Au nom du ministre de l'Environnement

I. Introduction

À leur quatrième réunion (Copenhague, du 23 au 25 novembre 1992), les Parties au Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrisse la couche d'ozone se sont entendues pour éliminer la production et la consommation¹ des halons à partir du 1^{er} janvier 1994 et des SACO suivantes à partir du 1^{er} janvier 1996 : les chlorofluorocarbures (CFC), le tétrachlorure de carbone (TCC), le 1,1,1-trichloroéthane (TCE) ou méthyle chloroforme (MCF), et les autres chlorofluorocarbures totalement halogénés (autres CFC).

La quatrième Assemblée des Parties a convenu de permettre des exemptions à ces dates d'élimination de production ou de consommation dans le but de répondre à la demande du marché pour des utilisations jugées « essentielles ». Les Parties ont établi, dans la décision IV/25, des critères et une procédure pour évaluer les nominations pour exemptions d'utilisations essentielles.

Le Canada, en tant que signataire du Protocole de Montréal, doit s'assurer que les exigences de ce traité international sont respectées au Canada.

II. Les critères d'une utilisation « essentielle »

Aux fins de mise en application au Canada des dispositions du Protocole de Montréal, une utilisation d'une substance contrôlée se qualifie comme « essentielle » si et seulement si :

¹ Under the Montreal Protocol, “consumption” refers to the supply (production + import – export) of ODSs, and not to the use of ODSs.

¹ Selon le Protocole de Montréal, la consommation fait référence à l'approvisionnement (production + importation – exportation) des SACO et non à une utilisation des SACO.

(1) it is necessary for the health, safety, or is critical for the functioning of society (encompassing cultural and intellectual aspects); and

(2) there are no available technically and economically feasible alternatives or substitutes that are acceptable from the standpoint of environment and health and that are consistent with regulatory regimes.

Furthermore, production and consumption of ODS for essential uses after the phase-out dates, if any, shall be permitted only if:

(3) all economically feasible steps have been taken to minimize the essential use and any associated emission of the ODS to the atmosphere; and

(4) the ODS is not available in sufficient quantity and quality from existing stocks of banked or recycled ODSs.

III. Process

The process that leads to decisions on essential use exemptions is as follows:

(01) Application: An organization in a developed country that is a Party to the Montreal Protocol makes an application for an essential use exemption to the relevant authorities in its Government. The Government reviews the application and decides whether it should be nominated.

(02) Nomination: The Party submits its essential use nomination to the Ozone Secretariat of the United Nations Environment Programme (UNEP) by January 31 of the year in which a decision is required; earlier submissions are encouraged.

(03) Assignment: The Ozone Secretariat forwards the nominations to the Technology and Economic Assessment Panel (TEAP) which in turn assigns the nomination to the appropriate Technical Option Committee (TOC). In some circumstances, two or more TOCs may jointly consider the nomination.

(04) Review: The Technical Options Committee (TOC) reviews the nomination to determine if it meets the criteria for an essential use established by Decision IV/25. The Panel reviews the TOC report and either recommends the nomination to the Open-Ended Working Group (OEWG) of the Parties to the Montreal Protocol or reports that it is unable to recommend the nomination. The TEAP report to the OEWG is due by April 30 of the year of decision.

(05) Evaluation: The Open-Ended Working Group (OEWG) reviews the TEAP report and recommends a decision for consideration by the Parties.

(06) Decision: The Meeting of the Parties decides whether to allow production for essential use in accordance with the Montreal Protocol. The Parties may attach conditions to their approval.

(07) National decision: The Party in possession of an essential use exemption authorizes the applicant to acquire the ODS according to the terms of the decision.

(08) Execution of authorization: The applicant exercises its authorization to use the ODS.

Note: The Montreal Protocol authorizes but does not require production; each applicant must locate a willing supplier and negotiate supply.

IV. Timetable

The Parties agreed, under Decision V/18, that all nominations are due by January 31 for consideration by the Parties at their next meeting, typically in the fall of each year.

(1) elle est nécessaire à la santé, à la sécurité, ou si elle est indispensable au bon fonctionnement de la société (y compris les aspects culturels ou intellectuels);

(2) il n'existe aucun substitut ou remplacement techniquement ou économiquement viable, ou acceptable pour l'environnement et conforme aux régimes réglementaires.

De plus, la production et la consommation d'une substance contrôlée pour une utilisation « essentielle » seront permises après la date d'élimination si et seulement si :

(3) toutes les étapes économiquement viables ont été prises pour minimiser cette utilisation « essentielle » et toute émission de la substance contrôlée à l'atmosphère s'y rapportant;

(4) la substance contrôlée n'est pas disponible en quantité et en qualité suffisantes à partir des stocks courants de substances contrôlées recyclées ou en banque.

III. Le processus

Voici le processus qui mène à une décision sur les exemptions pour utilisations essentielles :

(01) La mise en candidature : Une organisation d'un pays industrialisé qui est Partie au Protocole de Montréal formule la mise en candidature à l'agence appropriée de son Gouvernement. Le Gouvernement révise la mise en candidature et décide d'entériner la démarche.

(02) La mise en nomination : La Partie met en nomination la candidature auprès du Secrétariat de l'Ozone du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) au plus tard le 31 janvier de l'année de la décision; on encourage les soumissions avant la date limite des mises en nominations.

(03) L'affectation : Le Secrétariat de l'Ozone transmet les candidatures au Groupe de l'évaluation technique et économique (GETE), qui les transmet à ses comités d'options techniques (COT) appropriés. Certaines mises en candidature pourront être étudiées conjointement par deux ou plusieurs comités d'options techniques (COT).

(04) La révision : Le comité d'options techniques (COT) détermine si la candidature répond à tous les critères d'une utilisation essentielle selon la décision IV/25. Le GETE révise le rapport du COT et recommande la nomination au Groupe de travail à composition non limitée (GTCNL) des Parties au Protocole de Montréal ou rapporte qu'il ne peut émettre une recommandation. Le GETE remettra son rapport au GTCNL au plus tard le 30 avril de l'année où se prend la décision.

(05) L'évaluation : Le Groupe de travail à composition non limitée (GTCNL) révise le rapport du GETE et transmet les décisions à la considération des Parties.

(06) La décision : L'Assemblée des Parties au Protocole décide d'accorder une exemption pour utilisation essentielle selon les procédures établies par le Protocole de Montréal. Les Parties peuvent ajouter des conditions à leur approbation.

(07) La décision nationale : La Partie en possession d'une exemption pour utilisation essentielle autorise l'organisation ayant formulé une mise en candidature à se procurer la SACO selon les termes de la décision.

(08) L'exécution de l'autorisation : L'organisation ayant formulé une mise en candidature utilise la SACO.

Note : Le Protocole de Montréal permet mais n'exige pas la production; chaque organisation en possession d'une exemption doit trouver un fournisseur disposé à fournir des SACO et négocier son approvisionnement.

IV. Le calendrier

Les Parties au Protocole ont convenu, dans la décision V/18, que toutes les candidatures sont dues au plus tard le 31 janvier afin que les Parties en délibèrent lors de leur réunion subséquente, habituellement tenue à l'automne de chaque année.

The international timetable for the submission of nominations for essential use exemption is as follows:

June–September	Applicant organizations prepare and submit nominations to national governments.
September–December	Governments review applications and prepare nominations to the Ozone Secretariat.
January 31	Deadline for submissions of nominations to the Ozone Secretariat. Nominations received after January 31 will be considered for the next year.
April 30	The TEAP publishes its evaluation and the Ozone Secretariat mails it to the Parties.
June–July	The OEWG meets and recommends whether or not the nomination should be approved.
October–November	The Parties meet and decide whether or not to grant the exemption for essential use.

V. Information requirements

The form recommended for nomination is attached. It calls for information in the following areas:

- role of use in society;
- alternatives/substitutes to use;
- steps to minimize use;
- steps to minimize emissions; and
- requested quantity per year.

VI. Canadian assessment of nominations

Only the Government of Canada, as a Party to the Protocol, may nominate essential use exemptions for Canada. Organizations and/or individuals interested in obtaining an exemption for ODSs for 2001 or later are hereby invited to submit nominations to the Department of the Environment.

The Department of the Environment will evaluate all nominations received in order to decide whether to support them for international review using the following process and schedule:

- (1) Written submissions must be received at the following address by December 1, 1999: Jean M. Carboneau, Ozone Protection Programs Section, Commercial Chemicals Evaluation Branch, Environment Canada, Place Vincent Massey, 14th Floor, Hull, Quebec K1A 0H3, (819) 953-1675 (Telephone), (819) 994-0007 (Facsimile), jean.carboneau@ec.gc.ca (Electronic mail).
- (2) Applicants must demonstrate that all elements of the essential use criteria described above have been met. Submissions must contain all the information elements.
- (3) Nominations will be rigorously evaluated in consultation with independent recognized experts, other government departments and non-government organizations who will have complete access to all submitted information.
- (4) The final decision to forward any nomination for international consideration rests with the Government of Canada.

Voici le calendrier international pour la soumission des exemptions pour utilisation essentielle :

juin à septembre	Les organisations formulent leur mise en candidature à leur gouvernement national.
septembre à décembre	Les gouvernements révisent les candidatures et soumettent les nominations au Secrétariat de l'Ozone.
31 janvier	Date limite pour la soumission des nominations au Secrétariat de l'Ozone. Les nominations reçues après le 31 janvier ne seront considérées que l'année suivante.
30 avril	Le GETE publie son évaluation et le Secrétariat de l'Ozone la distribue aux Parties.
juin et juillet	Le GTCNL recommande les nominations à être approuvées lors d'une réunion.
octobre et novembre	Les Parties se rassemblent et accordent ou non l'exemption d'utilisation essentielle.

V. Les renseignements requis

Voir en annexe le formulaire recommandé pour la mise en candidature. Ce formulaire demande les renseignements suivants :

- le rôle de l'utilisation dans la société;
- les solutions de rechange ou de remplacement pour cette utilisation;
- les étapes pour minimiser l'utilisation;
- les étapes pour minimiser les émissions;
- la quantité annuelle requise.

VI. L'évaluation canadienne des candidatures

Seul le gouvernement du Canada, en tant que Partie au Protocole, peut soumettre des candidatures d'exemption pour utilisation « essentielle » au Canada. Toute personne ou organisation désirant obtenir une exemption pour les SACO pour l'année 2001 ou pour une année ultérieure soumettra une demande écrite au ministère de l'Environnement.

Le ministère de l'Environnement évaluera toutes les demandes reçues pour décider lesquelles seront portées à l'attention de la révision internationale. Il utilisera les processus et calendrier suivants :

- (1) Les soumissions écrites devront être reçues au plus tard le 1^{er} décembre 1999 à l'adresse suivante : Jean M. Carboneau, Section des programmes de la protection de l'ozone, Direction de l'évaluation des produits chimiques commerciaux, Environnement Canada, Place Vincent Massey, 14^e étage, Hull (Québec) K1A 0H3, (819) 953-1675 (téléphone), (819) 994-0007 (télécopieur), jean.carboneau@ec.gc.ca (courrier électronique).
- (2) Tous les éléments d'une utilisation « essentielle » décrits ci-dessus devront être démontrés. Les soumissions devront contenir tous les renseignements requis.
- (3) Les soumissions seront rigoureusement étudiées à la lumière des critères d'utilisation « essentielle » décrits ci-dessus. L'étude se fera en consultant des experts reconnus et indépendants et des représentants d'autres organisations gouvernementales et non gouvernementales qui auront un accès illimité à toute l'information soumise.
- (4) Le gouvernement du Canada se réserve la décision finale de porter ou non les soumissions à l'attention internationale.

FORM to nominate
ESSENTIAL USE EXEMPTION
for an
OZONE-DEPLETING SUBSTANCE (ODS)

(01) Applicant organization (User)

Organization: _____

Address: _____

Contact person: _____

Telephone: _____

Facsimile: _____

E-mail: _____

(02) Identification of nominated use

- A. Please identify and describe in detail the nominated use.
- B. Please indicate, for each controlled ODS for the nominated use, the quantity requested for each year being nominated.

Please take note that the TEAP recommended to the Parties that nominations which were granted multi-year exemptions be reviewed annually (for quantities required) and biennially (for essentiality).

(03) Substantiation of nominated use

A. Role in society

1. Why is this use necessary for health and/or safety or critical for the functioning of society?

B. Alternatives/Substitutes

1. Explain what alternatives or substitutes to the nominated use are currently available.
2. Explain what steps are being taken to implement these alternatives and substitutes.
3. Explain why alternatives and substitutes are not sufficient or appropriate to eliminate the nominated use.

C. Steps to minimize use

1. Describe all steps that are being taken, including the development of ODS-free replacement products, to minimize the nominated use.
2. Describe factors that affect the timetable for the introduction of alternatives and substitutes (including regulatory requirements).

D. Steps to minimize emissions

1. What steps are being taken to minimize the emissions associated with the nominated use.
2. Estimate the ultimate portion of each nominated ODS emitted in the manufacture or use, or recycled or destroyed. (Fill in the breakdown table).

FORMULAIRE pour la mise en candidature d'une
EXEMPTION pour UTILISATION ESSENTIELLE
d'une SUBSTANCE
APPAUVRISSANT LA COUCHE D'OZONE (SACO)

(01) Organisation qui postule (Utilisateur)

Organisation : _____

Adresse : _____

Personne-ressource : _____

Téléphone : _____

Télécopieur : _____

Courrier électronique : _____

(02) Identification de l'utilisation en nomination

- A. Veuillez identifier et décrire en détail l'utilisation en nomination.
- B. Veuillez indiquer, pour chaque SACO réglementée pour l'utilisation en nomination, la quantité requise pour chaque année en nomination.

SVP noter que le GETE a recommandé aux Parties que les exemptions accordées pour plusieurs années soient révisées annuellement (pour les quantités demandées) et biennallement (pour l'essentialité).

(03) Justification de l'utilisation en nomination

A. Rôle dans la société

1. Pourquoi cette utilisation est-elle nécessaire à la santé ou la sécurité ou critique pour le bon fonctionnement de la société?

B. Solutions de recharge/de remplacement

1. Décrire les solutions de recharge ou de remplacement présentement disponibles pour l'utilisation en nomination.
2. Décrire les étapes prises pour mettre en place ces solutions de recharge ou de remplacement.
3. Expliquer pourquoi ces solutions de recharge ou de remplacement ne sont pas adéquates pour éliminer l'utilisation en nomination.

C. Étapes pour éliminer l'utilisation

1. Décrire toutes les étapes prises, y compris le développement de produits de remplacement sans SACO, pour minimiser l'utilisation en nomination.
2. Décrire les facteurs qui affectent l'échéancier de l'introduction des solutions de recharge ou de remplacement (y compris les exigences réglementaires).

D. Étapes pour éliminer les émissions

1. Décrire les étapes prises pour minimiser les émissions associées avec l'utilisation en nomination.
2. Fournir une estimation de la fraction de chaque SACO en nomination et émise dans la production, ou l'utilisation, recyclée ou détruite. (SVP remplir la table de ventilation.)

Breakdown Table

ODS	% contained in finished product	% emitted in manufacture/use	% recycled or destroyed	Total
			100%	

E. Recycling and Stockpiling

1. Explain why recycled and stockpiled ODSs are not available in adequate quantity and quality for the nominated use. Give a detailed technical and chemical explanation including descriptions of the appropriate standards of purity for such use.

(04) Substantiation of volumes

1. Indicate the actual or estimated quantities of controlled substances used in years prior to the first year for which the use is nominated for exemption.
2. Explain the trends in quantities used in years prior to the year(s) for which the use is nominated for exemption.

[37-1-o]

Table de ventilation

SACO	% contenu dans le produit fini	% émis dans la production/ utilisation	% recyclé ou détruit	Total
			100 %	

E. Recyclage et mise en réserve

1. Expliquer pourquoi les SACO recyclées et mises en réserve ne sont pas disponibles en qualité et en quantité pour l'utilisation en nomination. Fournir une explication technique et chimique détaillée, y compris une description des normes appropriées de pureté pour une telle utilisation.

(04) Justification des volumes

1. Indiquer les quantités actuelles ou estimées des substances réglementées qui ont été utilisées durant les années précédant la première année pour laquelle une demande d'exemption pour utilisation essentielle est formulée.
2. Décrire les tendances des quantités utilisées durant les années précédant l'année (ou les années) pour laquelle (lesquelles) une demande d'exemption pour utilisation essentielle est formulée.

[37-1-o]

DEPARTMENT OF INDUSTRY

OFFICE OF THE REGISTRAR GENERAL

*Appointments**Name and Position/Nom et poste*

Aspin, John Ferguson

Atlantic Pilotage Authority/Administration de pilotage de l'Atlantique
Member/Membre

1999-1463

Auditor General of Canada/Vérificateur général du Canada

Canada Lands Company Limited/Société immobilière du Canada Limitée
Examiner/Examinateur

1999-1474

Bennett, Arthur Yancey

National Aboriginal Economic Development Board/Office national de développement
économique des Autochtones
Member/Membre

1999-1475

Costigan, The Hon./L'hon. Peter T.

Court of Appeal of Alberta/Cour d'appel de l'Alberta
Justice of Appeal/Juge d'appel
Court of Queen's Bench of Alberta/Cour du Banc de la Reine de l'Alberta
Member *ex officio*/Membre d'office
Court of Appeal for the Northwest Territories/Cour d'appel des Territoires du Nord-Ouest
Justice of Appeal/Juge d'appel

1999-1459

Hanen, Marsha P.

Asia-Pacific Foundation of Canada/Fondation Asie-Pacifique du Canada
Director of the Board of Directors/Administrateur du conseil d'administration

1999-1461

Sorbara, Gregory

Business Development Bank of Canada/Banque de développement du Canada
Director of the Board of Directors/Administrateur du conseil d'administration

1999-1476

Name and Position/Nom et poste

Order in Council/Décret en conseil

The Hamilton Harbour Commissioners/Commissaires du havre de Hamilton

Commissioners/Commissaires

Harris, C. Raymond

Wilson, Laurel Lynne

1999-1472

1999-1471

1999-1460

Wittmann, The Hon./L'hon. Neil C.

Court of Appeal of Nunavut/Cour d'appel du Nunavut

Judge/Juge

[37-1-o]

[37-1-o]

DEPARTMENT OF INDUSTRY

DEPARTMENT OF INDUSTRY ACT

Notice No. DGRB-008-99 — Radio Authorization Fees for Fixed Wireless Access Systems in Rural Areas in the Frequency Range 3 400–3 550 MHz

Introduction

Fixed wireless access (FWA) systems offer an economical alternative to wireline as a way to provide improved telephony and data services that are reliable and affordable in rural areas of Canada. Typically, rural service areas have high service costs because of the extensive wireline facilities needed to serve few customers over a large area.

On August 1, 1998, Industry Canada issued *Canada Gazette* Notice No. DGTP-013-98 announcing the release of the paper entitled "Spectrum Policy and Licensing Provisions for Fixed Wireless Access Systems in Rural Areas in the Frequency Range 3400–3700 MHz". The paper set out the new microwave spectrum utilization policy for fixed radio systems operating in this frequency range and initiated a first come, first served selection and an interim authorization process.

Given the importance of rapid deployment of FWA systems in rural areas of Canada and the need to accommodate several service providers and technologies, Industry Canada opened immediately for licensing 150 MHz, in six 25 MHz blocks, in the 3 400–3 550 MHz frequency range.

Interested parties were also invited to comment, by October 13, 1998, on the proposed annual authorization fee that would be proportional to the geographic area being licensed. Specifically, for each 25 km², an annual fee of \$120 for each 25 MHz block in the 3 400–3 550 MHz band was proposed.

This fee was derived, in part, using the current per telephone channel licensing fee established in the *Radiocommunication Regulations* as a base and assumes that the block is shared, whether this is the case or not. The number of potential telephone channels that could be accommodated within 25 MHz of spectrum using state-of-the-art data transmission technology was then calculated. The resulting figure was tested against a calculation of the cost of the wireline substitute as reflected in the monthly line access charges of the carriers.

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE

LOI SUR LE MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE

Avis n° DGRB-008-99 — Droits d'autorisation de radiocommunication pour les systèmes fixes d'accès sans fil dans les régions rurales dans la gamme de fréquences 3 400 à 3 550 MHz

Introduction

Les systèmes fixes d'accès sans fil (FASF) constituent une solution de remplacement économique aux lignes filaires comme moyen de prestation de services de téléphonie et de données améliorés, fiables et abordables dans les régions rurales du Canada. Les frais de service des régions rurales sont habituellement élevés en raison des grandes installations filaires requises pour desservir un petit nombre d'abonnés occupant une grande superficie.

Le 1^{er} août 1998, Industrie Canada a publié dans la *Gazette du Canada* l'avis n° DGTP-013-98 annonçant la publication du document intitulé « Politique du spectre et dispositions sur l'attribution de licences pour les systèmes fixes d'accès sans fil dans les régions rurales dans la gamme de fréquences de 3 400 à 3 700 Mhz ». Ce document établissait la nouvelle politique d'utilisation du spectre hyperfréquence pour les systèmes radio fixes exploités dans cette gamme de fréquences et il mettait en place un processus d'autorisation provisoire et de sélection sur la base du premier arrivé, premier servi.

Étant donné l'importance du déploiement rapide des systèmes FASF dans les régions rurales du Canada et le besoin d'accommoder plusieurs fournisseurs de services et technologies, Industrie Canada a immédiatement ouvert la possibilité de délivrer des licences pour une bande de 150 MHz, découpée en six blocs de 25 MHz, dans la gamme de fréquences 3 400 à 3 550 MHz.

Les intéressés étaient aussi invités à faire parvenir au plus tard le 13 octobre 1998, leurs commentaires sur les droits d'autorisation annuels qui seraient proportionnels à l'aire géographique pour laquelle les licences seraient délivrées. Plus précisément, on proposait des droits annuels de 120 \$ pour chaque bloc de 25 MHz, pour une aire de 25 km², dans la bande 3 400 à 3 550 MHz.

Ces droits ont partiellement été établis, à la base, à partir du droit actuel de licence pour une voie téléphonique établi dans le *Règlement sur la radiocommunication* et ils supposent que le bloc de fréquences est partagé, que ce soit le cas ou non. On a ensuite calculé le nombre potentiel de voies téléphoniques pouvant être prises en charge dans un bloc de 25 MHz au moyen de matériel de transmission de données de pointe. Le chiffre obtenu a ensuite été vérifié en regard d'un calcul du coût d'un substitut aux fils métalliques, qui est reflété dans les frais mensuels d'accès aux lignes des transporteurs.

In response to the notice, four respondents commented on the proposed fee regime. All of the respondents fully support the Department's broad policy objectives of upgrading rural telecommunication services with fixed wireless access systems that can eliminate multi-party telephone lines and provide faster access to the Internet.

Most of the respondents favoured using a defined service area and frequency block assignment approach for determining the fee for FWA systems in rural areas. This approach, which does not require site-by-site authorization, facilitates the rapid deployment of these systems.

Several of the respondents, however, argued that the level of the proposed fees would be excessive for rural areas that have low teledensity. Essentially, as the cost per cell is fixed, the cost per customer will increase with lower population densities. A variable cost per customer creates an uncertainty and risk in plans to deploy FWA systems in rural areas. This could be eliminated by establishing a fixed annual fee of about \$20 per customer or terminal or the minimum cost for the Government to process the application.

Recognizing these and other concerns, and in view of the significant expressed demand for this spectrum, Industry Canada has adopted the following policy that will:

- (1) accommodate a greater number of licensees to offer service in rural areas for spectrum blocks in the 3 400–3 550 MHz frequency range by licensing them on a shared use basis where circumstances warrant;
- (2) apply these fees only to FWA systems that operate in the 3 400–3 550 MHz frequency range and that are located in rural areas;
- (3) defer licensing and fixing fees for FWA systems that operate in the 3 400–3 550 MHz frequency range and that are located in urban areas;
- (4) defer opening an additional 150 MHz for licensing FWA systems in the 3 550–3 700 MHz frequency range until service demand warrants the extra capacity;
- (5) make use of an area grid of hexagonal cells with an area of 25 km², which allows licensees and the Department to define and refer to geographic service areas in Canada in a consistent and simple manner; and
- (6) fix the annual licence fee at \$60 per cell per 25 MHz spectrum block. For example, the fee for a FWA in a rural service area composed of five grid cells is \$300 (\$60 × 5) per 25 MHz.

Complete details of the fees fixed for FWA systems in rural areas are set out in the following fee schedule.

Fee Schedule

The Minister of Industry, pursuant to section 19 of the *Department of Industry Act*, hereby fixes the following fees, effective upon publication in the *Canada Gazette* of this notice. The fees are applicable to radio authorizations issued by the Minister pursuant to paragraph 5(1)(a) of the *Radiocommunication Act* to establish fixed wireless access systems in the 3 400–3 550 MHz

Quatre répondants ont fait parvenir leurs commentaires en réponse à l'avis sur le régime tarifaire proposé. Tous les répondants offrent leur appui entier aux grands principes de la politique du Ministère, qui vise l'amélioration des services de télécommunications dans les régions rurales au moyen des systèmes fixes d'accès sans fil, ce qui peut éliminer les lignes téléphoniques collectives et donner un accès plus rapide à Internet.

La plupart des répondants étaient en faveur d'utiliser une approche fondée sur des zones de services définies et des attributions de blocs de fréquences afin d'établir les droits pour les systèmes FASF dans les régions rurales. Cette approche, qui n'exige pas d'autorisation pour chacun des sites, faciliterait le déploiement rapide de ces systèmes.

Plusieurs répondants ont toutefois fait valoir que les droits exigés seraient excessifs pour les régions rurales à faible télédensité. Essentiellement, comme le coût par cellule est fixe, le coût par client serait inversement proportionnel à la densité de population. Un coût par client variable représente de l'incertitude ainsi qu'un facteur de risque pour le déploiement des systèmes FASF dans les régions rurales. Ce facteur pourrait être éliminé en établissant un droit fixe d'environ 20 \$ par client ou terminal, ou le coût minimal que représente le traitement de la demande par le Gouvernement.

Reconnaissant ces inquiétudes et d'autres, et étant donné la demande importante relative à cette partie du spectre, Industrie Canada a adopté la politique suivante qui aura les résultats ci-dessous :

- (1) un plus grand nombre de titulaires de licences sera accommodé afin d'offrir le service dans les régions rurales par blocs de fréquences dans la gamme 3 400 à 3 550 MHz en délivrant les licences à titre partagé lorsque les circonstances le justifient;
- (2) ces droits seront appliqués seulement aux systèmes FASF exploités dans la gamme 3 400 à 3 550 MHz et qui se trouvent dans les régions rurales;
- (3) la délivrance des licences ainsi que l'établissement des droits pour les systèmes FASF exploités dans la gamme 3 400 à 3 550 MHz et qui se trouvent dans des régions urbaines seront reportés;
- (4) l'ouverture d'une gamme additionnelle de 150 MHz pour la délivrance de licences pour des systèmes FASF dans la gamme 3 550 à 3 700 MHz sera reportée jusqu'à ce que la demande de services justifie qu'une telle capacité soit offerte;
- (5) une grille formée de cellules hexagonales couvrant une aire de 25 km² permettra aux titulaires et au Ministère de définir et de désigner simplement et uniformément des zones géographiques de service au Canada;
- (6) les droits de licences annuels seront fixés à 60 \$ par cellule par bloc de fréquences de 25 MHz. Par exemple, les droits pour un système FASF dans une zone de service rurale composée de cinq cellules seront de 300 \$ (60 \$ × 5) par 25 MHz.

Les détails complets sur les droits déterminés pour les systèmes FASF dans les régions rurales sont établis dans le barème de droits suivant.

Barème de droits

Le Ministre de l'Industrie, conformément à l'article 19 de la *Loi sur le ministère de l'Industrie*, établit par la présente les droits suivants, en vigueur dès publication du présent avis dans la *Gazette du Canada*. Ces droits s'appliquent aux autorisations de radiocommunication émises par le Ministre conformément à l'alinea 5(1)a) de la *Loi sur la radiocommunication* en vue de

frequency range in accordance with the terms of the authorization.

l'établissement de systèmes fixes d'accès sans fil dans la gamme de fréquences 3 400 à 3 550 MHz conformément aux termes de ladite autorisation.

Interpretation

- 1.** For the purpose of this fee schedule,
“cell” means a hexagonal cell with an area of 25 km²;
“rural service area” means the defined geographic area specified in the radio authorization;
“spectrum block” means a 25 MHz block, or portion thereof, of radio spectrum in the 3 400–3 550 MHz frequency range;
“total authorized cells” means the total number of cells in a rural service area;
“renewal fee” means the annual fee payable for the renewal of a radio authorization before the radio authorization expires on March 31 of each year.

Interprétation

- 1.** Aux fins du présent barème de droits,
« cellule » signifie une cellule hexagonale ayant une superficie de 25 km²;
« région de service rural » désigne la région géographique précisée dans l'autorisation de radiocommunication;
« bloc de fréquences » signifie un bloc de 25 MHz, ou une partie d'un tel bloc, de fréquences radio dans la gamme de fréquences 3 400 à 3 550 MHz;
« nombre total de cellules autorisées » signifie le nombre total de cellules dans une région de service rural;
« droit de renouvellement » signifie le droit annuel devant être payé pour le renouvellement d'une autorisation de radiocommunication avant que cette dernière ne vienne à échéance, le 31 mars de chaque année.

Annual Radio Authorization Fee

Annual Fee

- 2.** The annual radio authorization fee is \$60 per cell, per spectrum block, times the total authorized cells.

Droit annuel d'autorisation de radiocommunication

Droit annuel

- 2.** Le droit annuel d'autorisation de radiocommunication est de 60 \$ par cellule par bloc de fréquences multiplié par le nombre total de cellules autorisées.

Initial Annual Radio Authorization Fee

- 3.** The prorated balance of the then-current fiscal year's authorization fee that corresponds to the total authorized cells per spectrum block is due on the date of the issuance of the radio authorization.

Droit annuel initial d'autorisation de radiocommunication

- 3.** Le solde proportionnel du droit d'autorisation pour l'exercice financier en cours qui correspond à la somme des cellules autorisées par bloc de fréquences est dû à la date de délivrance de l'autorisation de radiocommunication.

Prorated Fees

- 4.** The month that the annual radio authorization is issued determines the applicable prorated fee.
- 5.** The prorated fee is \$5 per cell, per spectrum block, times the total authorized cells for each month until the licence expires on March 31.

Droits proportionnels

- 4.** Le mois de délivrance de l'autorisation annuelle de radiocommunication détermine le droit proportionnel applicable.
- 5.** Le droit proportionnel est de 5 \$ par mois par cellule par bloc de fréquences multiplié par le nombre total de cellules autorisées pour chaque mois jusqu'à expiration de la licence, soit le 31 mars.

Renewal Fee

- 6.** The renewal fee is the applicable annual radio authorization fee.

Droit de renouvellement

- 6.** Le droit de renouvellement est le droit annuel d'autorisation de radiocommunication applicable.

General Notes

The aggregate fee is rounded to the nearest dollar.

This is an interim fee regime that may be adjusted as circumstances so warrant.

Notes générales

Le droit cumulatif est arrondi au dollar le plus près.

Il s'agit d'un régime tarifaire temporaire qui pourra être ajusté si les circonstances le justifient.

Le ministre de l'Industrie

JOHN MANLEY

[37-1-o]

DEPARTMENT OF INDUSTRY

RADIOCOMMUNICATION ACT

Notice No. DGRB-012-99 — Granting Operating Privileges in the 28.0 MHz to 29.7 MHz Band to Individuals Holding an

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE

LOI SUR LA RADIOCOMMUNICATION

Avis n° DGRB-012-99 — Accorder aux titulaires de certificats d'opérateur radioamateur avec compétence de base et

**Amateur Radio Operator Certificate with Basic and Morse Code
(5 w.p.m.) Qualifications**

This notice is associated with an earlier notice, DGRB-005-99, that solicited comments on a proposal to modify the current amateur radio operator qualification of basic and Morse code (12 w.p.m.) to grant operating privileges in the 28.0 MHz to 29.7 MHz band to individuals holding an amateur radio operator qualification of basic and Morse code (5 w.p.m.).

The Department received 56 submissions related to this proposal; the vast majority of which were highly supportive of the change. Other comments raised the issue of completely eliminating the Morse code requirement for amateur radio. While this issue was outside the scope of this proposal, the comments were noted. These comments are available for viewing on Industry Canada's Web site noted below.

World Wide Web (WWW)

<http://strategis.ic.gc.ca/spectrum>

The responses will also be made available for viewing by the public, during normal business hours, at the Industry Canada Library, West Tower, 3rd Floor, 235 Queen Street, Ottawa, Ontario, and at the offices of Industry Canada in Moncton, Montréal, Toronto, Winnipeg and Vancouver, for a period of one year from the close of comments.

The amateur radio operator qualifications listed in Radiocommunication Information Circular 2 (RIC-2), *Standards for the Operation of Radio Stations in the Amateur Radio Service*, have been amended as proposed. Individuals holding an Amateur Radio Operator Certificate with Basic and Morse Code (5 w.p.m.) Qualifications may now operate in the 28.0 MHz to 29.7 MHz (10 metre band) amateur radio frequency band.

Copies of the revised RIC-2 are available from the Industry Canada Internet Web site at the following address:

World Wide Web (WWW)

<http://strategis.ic.gc.ca/SSG/sf01226e.html>

September 1, 1999

JAN SKORA
Director General
Radiocommunications and
Broadcasting Regulatory Branch

[37-1-o]

Le directeur général
Réglementation des radiocommunications
et de la radiodiffusion
JAN SKORA

[37-1-o]

DEPARTMENT OF NATIONAL REVENUE

INCOME TAX ACT

Revocation of Registration of a Charity

The following notice of proposed revocation was sent to the charity listed below revoking it for failure to meet the parts of the *Income Tax Act* as listed in this notice:

"Notice is hereby given, pursuant to paragraph 168(1)(b) of the *Income Tax Act*, that I propose to revoke the registration of the charity listed below and that by virtue of paragraph 168(2)(b) thereof, the revocation of the registration is effective on the date of publication of this notice in the *Canada Gazette*."

compétence en morse (5 mots/minute) la permission d'exploiter une station d'amateur dans la bande de fréquences 28,0 MHz à 29,7 MHz

Le présent avis est lié à l'avis antérieur DGRB-005-99, demandant des commentaires sur une proposition visant à modifier la compétence de base et la compétence en morse actuelles d'opérateur radioamatuer (12 mots/minute) afin d'accorder des priviléges d'exploitation dans la bande de 28,0 MHz à 29,7 MHz aux titulaires de certificats d'opérateur radioamatuer avec compétence de base et compétence en morse (5 mots/minute).

Le Ministère a reçu 56 présentations liées à cette proposition; la vaste majorité de ces présentations étaient en faveur du changement proposé. Dans d'autres commentaires, on suggérait d'éliminer complètement l'exigence concernant le code morse pour la radio amateur. Cette dernière suggestion n'était pas prévue dans la proposition qui nous occupe, mais les commentaires ont été notés. Ces commentaires sont accessibles au site Web d'Industrie Canada, à l'adresse précisée ci-dessous.

World Wide Web (WWW)

<http://strategis.ic.gc.ca/spectre>

Les commentaires seront également accessibles au public, durant les heures normales de bureau, à la bibliothèque d'Industrie Canada, Tour Ouest, 3^e étage, 235, rue Queen, Ottawa (Ontario), et aux bureaux d'Industrie Canada à Moncton, à Montréal, à Toronto, à Winnipeg et à Vancouver, pour une période d'un an à partir de la date de clôture des commentaires.

Les compétences d'opérateur radioamatuer énumérées dans la Circulaire d'information sur les radiocommunications 2 (CIR-2), *Normes sur l'exploitation des stations autorisées dans le service de radioamatuer*, ont été modifiées tel qu'il est proposé. Les titulaires de certificats d'opérateur radioamatuer avec compétence de base et compétence de morse (5 mots/minute) peuvent désormais utiliser la bande de fréquence de radioamatuer de 28,0 MHz à 29,7 MHz (bande de 10 mètres).

On peut se procurer des copies de la CIR-2 au site Web d'Industrie Canada, à l'adresse suivante :

World Wide Web (WWW)

<http://strategis.ic.gc.ca/SSGF/sf01226f.html>

Le 1^{er} septembre 1999

MINISTÈRE DU REVENU NATIONAL

LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

Annulation d'enregistrement d'un organisme de bienfaisance

L'avis d'intention de révocation suivant a été envoyé à l'organisme de bienfaisance indiqué ci-après parce qu'il n'a pas respecté les parties de la *Loi de l'impôt sur le revenu* tel qu'il est indiqué ci-dessous :

« Avis est donné par les présentes que, conformément à l'alinea 168(1)b) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, j'ai l'intention de révoquer l'enregistrement de l'organisme de bienfaisance mentionné ci-dessous en vertu de l'alinea 168(2)b) de cette Loi et que la révocation de l'enregistrement entre en vigueur à la publication du présent avis dans la *Gazette du Canada*. »

Business Number Numéro d'entreprise	Name/Nom Address/Adresse
118811991RR0001	BLUE WATER SHILOH PARK, WALLACEBURG, ONT.

NEIL BARCLAY
Director
Charities Division

[37-1-o]

Le directeur
Division des organismes de bienfaisance
NEIL BARCLAY

[37-1-o]

DEPARTMENT OF NATIONAL REVENUE**INCOME TAX ACT***Revocation of Registration of a Charity*

The following notice of proposed revocation was sent to the charity listed below revoking it for failure to meet the parts of the *Income Tax Act* as listed in this notice:

“Notice is hereby given, pursuant to paragraphs 168(1)(b), 168(1)(c) and 168(1)(d) of the *Income Tax Act*, that I propose to revoke the registration of the charity listed below and that by virtue of paragraph 168(2)(b) thereof, the revocation of the registration is effective on the date of publication of this notice in the *Canada Gazette*. ”

MINISTÈRE DU REVENU NATIONAL**LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU***Annulation d'enregistrement d'un organisme de bienfaisance*

L’avis d’intention de révocation suivant a été envoyé à l’organisme de bienfaisance indiqué ci-après parce qu’il n’a pas respecté les parties de la *Loi de l’impôt sur le revenu* tel qu'il est indiqué ci-dessous :

« Avis est donné par les présentes que, conformément aux alinéas 168(1)b), 168(1)c) et 168(1)d) de la *Loi de l’impôt sur le revenu*, j’ai l’intention de révoquer l’enregistrement de l’organisme de bienfaisance mentionné ci-dessous en vertu de l’alinéa 168(2)b) de cette Loi et que la révocation de l’enregistrement entre en vigueur à la publication du présent avis dans la *Gazette du Canada*. »

Business Number Numéro d'entreprise	Name/Nom Address/Adresse
890238645RR0001	CANADIAN SCHOLARSHIP TRUST GENERAL FUND, DON MILLS, ONT.

NEIL BARCLAY
Director
Charities Division

[37-1-o]

Le directeur
Division des organismes de bienfaisance
NEIL BARCLAY

[37-1-o]

NOTICE OF VACANCY**MARINE ATLANTIC INC.***President and CEO*

Marine Atlantic Inc. is a federal crown corporation that reports to Parliament through the Minister of Transport. The Corporation operates the Gulf ferry service on behalf of the Government of Canada. The corporate offices are located in Port aux Basques, Newfoundland and North Sydney, Nova Scotia. The President and Chief Executive Officer is responsible for the management and operation of its services and the maintenance of contractual obligations to the federal government. The President is also responsible for providing leadership and advice to the Board of Directors on all matters of policy affecting the direction and operation of the Corporation.

Location: Port aux Basques, Newfoundland or North Sydney, Nova Scotia

The successful candidate must have a university degree or equivalent experience. The preferred candidate should have management skills gained through significant experience in a senior management capacity in the marine or transportation sectors. The chosen candidate should have experience in leading a large company and in dealing with government organizations. The preferred candidate should be familiar with the objectives and priorities of Marine Atlantic.

AVIS DE POSTE VACANT**MARINE ATLANTIQUE INC.***Président et chef de la direction*

Marine Atlantique Inc. est une société d’État fédérale qui relève du Parlement par l’entremise du ministre des Transports. L’entreprise administre les services de traversier du golfe pour le compte du gouvernement du Canada. Elle exploite des bureaux à Port aux Basques (Terre-Neuve) et North Sydney (Nouvelle-Écosse). Le président et chef de la direction est responsable de la gestion et du fonctionnement des services de la société d’État et du respect de ses obligations contractuelles envers le gouvernement fédéral. Le président est également chargé d’assurer le leadership du conseil d’administration et de conseiller pour tout ce qui touche les politiques concernant l’orientation et le fonctionnement de l’organisme.

Lieu : Port aux Basques (Terre-Neuve) ou North Sydney (Nouvelle-Écosse)

La personne retenue doit posséder un diplôme universitaire ou une expérience équivalente. Elle doit de plus posséder des compétences de gestion acquises grâce à une vaste expérience à titre de cadre supérieur dans les secteurs maritime ou du transport. La personne retenue aura également l’expérience de la direction d’une grande entreprise et des relations gouvernementales. La personne sélectionnée devra bien connaître les objectifs et priorités de Marine Atlantique.

A sound understanding of the communities and constituents served by the organization and the transportation and trade practices of Atlantic Canada would be an asset. Furthermore, the successful candidate will be able to play a leadership role in the region's transportation sector and work effectively with industry in the Atlantic region. Initiative, superior communications and interpersonal skills, and the ability to act as the Corporation's spokesperson are also required.

The successful candidate must be prepared to relocate to Port aux Basques, Newfoundland or to North Sydney, Nova Scotia, or to a location within reasonable commuting distance.

Proficiency in both official languages is an asset.

This notice has been placed to assist the Governor in Council in identifying qualified candidates for this position. It is not, however, intended to be the sole means of recruitment. Applications forwarded through the Internet will not be considered for reasons of confidentiality.

Please send your curriculum vitae by October 4, 1999, to the Director of Appointments, Prime Minister's Office, Langevin Block, 80 Wellington Street, Ottawa, Ontario K1A 0A2, (613) 957-5743 (Facsimile).

Further information is available upon request.

Bilingual notices of vacancies will be produced in an alternative format (i.e., audio cassette, diskette, braille, large print, etc.) upon request. For further information, please contact Canadian Government Publishing, Public Works and Government Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9, (819) 956-4800.

Une bonne compréhension des collectivités et des éléments constituants desservis par l'organisation, ainsi que des pratiques en vigueur en matière de transport et de commerce dans le Canada Atlantique serait un atout. De plus, la personne sélectionnée sera en mesure de jouer un rôle de premier plan dans le secteur du transport, et de collaborer de façon efficace avec les gens de l'industrie dans la région de l'Atlantique. Cette personne doit démontrer de l'initiative, posséder des connaissances supérieures dans le domaine des communications et des relations interpersonnelles, ainsi que la compétence d'agir à titre de porte-parole de l'entreprise.

La personne sélectionnée doit être disposée à déménager à Port aux Basques (Terre-Neuve) ou North Sydney (Nouvelle-Écosse), ou à proximité du lieu de travail.

La maîtrise des deux langues officielles est un atout.

Cette annonce paraît afin de permettre au gouverneur en conseil de trouver des personnes qualifiées pour ce poste. Cependant, le recrutement ne se limite pas à cette seule façon de procéder. Les demandes acheminées par Internet ne seront pas considérées pour des raisons de confidentialité.

Prière de faire parvenir votre curriculum vitae au plus tard le 4 octobre 1999 au Directeur des nominations, Cabinet du Premier ministre, Édifice Langevin, 80, rue Wellington, Ottawa (Ontario) K1A 0A2, (613) 957-5743 (télécopieur).

Des renseignements complémentaires seront fournis sur demande.

Les avis de postes vacants sont disponibles dans les deux langues officielles sous forme non traditionnelle (audio-cassette, disquette, braille, imprimé à gros caractères, etc.) et ce, sur demande. Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec Les Éditions du gouvernement du Canada, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9, (819) 956-4800.

BANK OF CANADA

Balance Sheet as at August 25, 1999

ASSETS

1.	Gold coin and bullion.....	
2.	Deposits payable in foreign currencies:	
(a)	U.S.A. Dollars \$	293,340,795
(b)	Other currencies.....	<u>4,309,806</u>
	Total	\$ 297,650,601
3.	Advances to:	
(a)	Government of Canada	
(b)	Provincial Governments....	
(c)	Members of the Canadian Payments Association	<u>576,097,450</u>
	Total	576,097,450
4.	Investments	
(At amortized values):		
(a)	Treasury Bills of Canada	11,041,988,667
(b)	Other securities issued or guaranteed by Canada maturing within three years.....	6,496,099,674
(c)	Other securities issued or guaranteed by Canada not maturing within three years.....	13,560,103,449
(d)	Securities issued or guaranteed by a province of Canada	
(e)	Other Bills	
(f)	Other investments	<u>1,094,457,080</u>
	Total	32,192,648,870
5.	Bank premises	181,572,299
6.	All others assets.....	<u>498,312,734</u>
	Total	\$ 33,746,281,954

LIABILITIES

1.	Capital paid up.....	\$ 5,000,000
2.	Rest fund.....	25,000,000
3.	Notes in circulation	<u>32,084,484,280</u>
4.	Deposits:	
(a)	Government of Canada..... \$	8,138,539
(b)	Provincial Governments.....	
(c)	Banks.....	851,076,528
(d)	Other members of the Canadian Payments Association	53,726,055
(e)	Other.....	<u>260,315,239</u>
	Total.....	1,173,256,361
5.	Liabilities payable in foreign currencies:	
(a)	To Government of Canada	137,420,179
(b)	To others.....	
	Total.....	137,420,179
6.	All other liabilities.....	321,121,134
	Total.....	\$ 33,746,281,954

Maturity distribution of investments in securities issued or guaranteed by Canada not maturing within three years (item 4(c) of above assets):

(a)	Securities maturing in over 3 years but not over 5 years	\$ 3,682,734,328
(b)	Securities maturing in over 5 years but not over 10 years	6,422,422,164
(c)	Securities maturing in over 10 years.....	<u>3,454,946,957</u>
		\$ 13,560,103,449

Total amount of securities included in items 4(a) to (c) of above assets held under purchase and resale agreements

\$ 618,899,600

I declare that the foregoing return is correct according to the books of the Bank.

W. D. SINCLAIR
Acting Chief Accountant

I declare that the foregoing return is to the best of my knowledge and belief correct, and shows truly and clearly the financial position of the Bank, as required by section 29 of the *Bank of Canada Act*.

M. KNIGHT
Senior Deputy Governor

Ottawa, August 26, 1999

[37-1-o]

BANQUE DU CANADA

Bilan au 25 août 1999

ACTIF

1. Monnaies et lingots d'or	
2. Dépôts payables en devises étrangères :	
a) Devises américaines..... \$ 293 340 795	
b) Autres devises..... <u>4 309 806</u>	
Total \$ 297 650 601	
3. Avances :	
a) Au gouvernement du Canada	
b) Aux gouvernements provinciaux	
c) Aux établissements membres de l'Association canadienne des paiements	
576 097 450	
Total 576 097 450	
4. Placements	
(Valeurs amorties) :	
a) Bons du Trésor du Canada	11 041 988 667
b) Autres valeurs mobilières émises ou garanties par le Canada, échéant dans les trois ans	6 496 099 674
c) Autres valeurs mobilières émises ou garanties par le Canada, n'échéant pas dans les trois ans	13 560 103 449
d) Valeurs mobilières émises ou garanties par une province	
e) Autres bons	
f) Autres placements	1 094 457 080
Total	32 192 648 870
5. Locaux de la Banque	181 572 299
6. Divers	498 312 734
Total	\$ <u>33 746 281 954</u>

PASSIF

1. Capital versé	\$ 5 000 000
2. Fonds de réserve	25 000 000
3. Billets en circulation	32 084 484 280
4. Dépôts :	
a) Gouvernement du Canada..... \$ 8 138 539	
b) Gouvernements provinciaux	
c) Banques	851 076 528
d) Autres établissements membres de l'Association canadienne des paiements	53 726 055
e) Autres dépôts	<u>260 315 239</u>
Total	1 173 256 361
5. Passif payable en devises étrangères :	
a) Au gouvernement du Canada..... 137 420 179	
b) A d'autres	
Total	137 420 179
6. Divers	321 121 134
Total	\$ <u>33 746 281 954</u>

Répartition, selon l'échéance, des placements en valeurs mobilières émises ou garanties par le Canada, n'échéant pas dans les trois ans (poste 4c) de l'actif ci-dessus) :

a) Valeurs mobilières arrivant à échéance dans plus de trois ans mais dans au plus cinq ans.....	\$ 3 682 734 328
b) Valeurs mobilières arrivant à échéance dans plus de cinq ans mais dans au plus dix ans.....	6 422 422 164
c) Valeurs mobilières arrivant à échéance dans plus de dix ans.....	<u>3 454 946 957</u>
	\$ 13 560 103 449

Montant total des valeurs mobilières comprises dans les postes 4a) à 4c) de l'actif ci-dessus, détenues en vertu de conventions d'achat et de revente \$ 618 899 600

Je déclare que le bilan ci-dessus est exact, au vu des livres de la Banque.

*Le chef de la comptabilité suppléant
W. D. SINCLAIR*

Je déclare que le bilan ci-dessus est exact, à ma connaissance, et qu'il montre fidèlement et clairement la situation financière de la Banque, en application de l'article 29 de la *Loi sur la Banque du Canada*.

*Le premier sous-gouverneur
M. KNIGHT*

Ottawa, le 26 août 1999

[37-1-o]

BANK OF CANADA

Balance Sheet as at August 31, 1999

ASSETS

1.	Gold coin and bullion.....	
2.	Deposits payable in foreign currencies:	
(a)	U.S.A. Dollars \$	298,721,234
(b)	Other currencies.....	<u>4,423,269</u>
	Total	\$ 303,144,503
3.	Advances to:	
(a)	Government of Canada	
(b)	Provincial Governments....	
(c)	Members of the Canadian Payments Association	<u>640,861,832</u>
	Total	640,861,832
4.	Investments	
	(At amortized values):	
(a)	Treasury Bills of Canada	11,074,565,067
(b)	Other securities issued or guaranteed by Canada maturing within three years.....	6,509,496,627
(c)	Other securities issued or guaranteed by Canada not maturing within three years.....	14,034,959,514
(d)	Securities issued or guaranteed by a province of Canada	
(e)	Other Bills	
(f)	Other investments	<u>856,302,355</u>
	Total	32,475,323,563
5.	Bank premises	179,232,166
6.	All others assets.....	<u>506,548,957</u>
	Total	\$ 34,105,111,021

LIABILITIES

1.	Capital paid up.....	\$ 5,000,000
2.	Rest fund.....	25,000,000
3.	Notes in circulation	<u>32,405,774,606</u>
4.	Deposits:	
(a)	Government of Canada..... \$	5,045,723
(b)	Provincial Governments.....	
(c)	Banks.....	865,915,309
(d)	Other members of the Canadian Payments Association	73,359,743
(e)	Other.....	<u>242,395,962</u>
	Total.....	1,186,716,737
5.	Liabilities payable in foreign currencies:	
(a)	To Government of Canada	143,186,631
(b)	To others.....	
	Total.....	143,186,631
6.	All other liabilities.....	339,433,047
	Total.....	\$ 34,105,111,021

Maturity distribution of investments in securities issued or guaranteed by Canada not maturing within three years (item 4(c) of above assets):

(a)	Securities maturing in over 3 years but not over 5 years	\$ 3,723,931,344
(b)	Securities maturing in over 5 years but not over 10 years	6,243,712,648
(c)	Securities maturing in over 10 years.....	<u>4,067,315,522</u>
		\$ 14,034,959,514

Total amount of securities included in items 4(a) to (c) of above assets held under purchase and resale agreements

\$ 1,107,295,050

I declare that the foregoing return is correct according to the books of the Bank.

W. D. SINCLAIR
Acting Chief Accountant

I declare that the foregoing return is to the best of my knowledge and belief correct, and shows truly and clearly the financial position of the Bank, as required by section 29 of the *Bank of Canada Act*.

G. G. THIESSEN
Governor

Ottawa, September 2, 1999

[37-1-o]

BANQUE DU CANADA

Bilan au 31 août 1999

ACTIF		PASSIF	
1.	Monnaies et lingots d'or	1.	Capital versé \$ 5 000 000
2.	Dépôts payables en devises étrangères :	2.	Fonds de réserve 25 000 000
a)	Devises américaines..... \$ 298 721 234	3.	Billets en circulation 32 405 774 606
b)	Autres devises..... <u>4 423 269</u>	4.	Dépôts :
	Total \$ 303 144 503	a)	Gouvernement du Canada \$ 5 045 723
3.	Avances :	b)	Gouvernements provinciaux
a)	Au gouvernement du Canada	c)	Banques 865 915 309
b)	Aux gouvernements provinciaux	d)	Autres établissements membres de l'Association canadienne des paiements 73 359 743
c)	Aux établissements membres de l'Association canadienne des paiements	e)	Autres dépôts <u>242 395 962</u>
	<u>640 861 832</u>		Total 1 186 716 737
	Total 640 861 832		
4.	Placements (Valeurs amorties) :	5.	Passif payable en devises étrangères :
a)	Bons du Trésor du Canada 11 074 565 067	a)	Au gouvernement du Canada 143 186 631
b)	Autres valeurs mobilières émises ou garanties par le Canada, échéant dans les trois ans 6 509 496 627	b)	A d'autres
c)	Autres valeurs mobilières émises ou garanties par le Canada, n'échéant pas dans les trois ans 14 034 959 514		Total 143 186 631
d)	Valeurs mobilières émises ou garanties par une province	6.	Divers 339 433 047
e)	Autres bons		
f)	Autres placements		
	<u>856 302 355</u>		
	Total 32 475 323 563		
5.	Locaux de la Banque	179 232 166	
6.	Divers	<u>506 548 957</u>	
	Total \$ 34 105 111 021	Total \$ 34 105 111 021	

Répartition, selon l'échéance, des placements en valeurs mobilières émises ou garanties par le Canada, n'échéant pas dans les trois ans (poste 4c) de l'actif ci-dessus) :

a)	Valeurs mobilières arrivant à échéance dans plus de trois ans mais dans au plus cinq ans	\$ 3 723 931 344
b)	Valeurs mobilières arrivant à échéance dans plus de cinq ans mais dans au plus dix ans	6 243 712 648
c)	Valeurs mobilières arrivant à échéance dans plus de dix ans	<u>4 067 315 522</u>
		\$ 14 034 959 514
	Montant total des valeurs mobilières comprises dans les postes 4a) à 4c) de l'actif ci-dessus, détenues en vertu de conventions d'achat et de revente	<u>\$ 1 107 295 050</u>

Je déclare que le bilan ci-dessus est exact, au vu des livres de la Banque.

*Le chef de la comptabilité suppléant
W. D. SINCLAIR*

Je déclare que le bilan ci-dessus est exact, à ma connaissance, et qu'il montre fidèlement et clairement la situation financière de la Banque, en application de l'article 29 de la *Loi sur la Banque du Canada*.

*Le gouverneur
G. G. THIESSEN*

Ottawa, le 2 septembre 1999

[37-1-o]

BANK OF CANADA

Balance Sheet as at September 1, 1999

ASSETS

1.	Gold coin and bullion.....	
2.	Deposits payable in foreign currencies:	
(a)	U.S.A. Dollars \$	296,739,588
(b)	Other currencies.....	<u>4,415,384</u>
	Total	\$ 301,154,972
3.	Advances to:	
(a)	Government of Canada	
(b)	Provincial Governments....	
(c)	Members of the Canadian Payments Association	<u>1,297,047,287</u>
	Total	1,297,047,287
4.	Investments	
(At amortized values):		
(a)	Treasury Bills of Canada	11,223,606,934
(b)	Other securities issued or guaranteed by Canada maturing within three years.....	7,992,554,098
(c)	Other securities issued or guaranteed by Canada not maturing within three years.....	12,305,930,555
(d)	Securities issued or guaranteed by a province of Canada	
(e)	Other Bills	
(f)	Other investments	<u>1,319,651,719</u>
	Total	32,841,743,306
5.	Bank premises	179,238,516
6.	All others assets.....	<u>325,202,172</u>
	Total	\$ 34,944,386,253

LIABILITIES

1.	Capital paid up.....	\$ 5,000,000
2.	Rest fund.....	25,000,000
3.	Notes in circulation	<u>32,632,557,567</u>
4.	Deposits:	
(a)	Government of Canada..... \$	11,919,668
(b)	Provincial Governments.....	
(c)	Banks.....	1,576,274,939
(d)	Other members of the Canadian Payments Association	19,372,139
(e)	Other.....	<u>263,690,604</u>
	Total.....	1,871,257,350
5.	Liabilities payable in foreign currencies:	
(a)	To Government of Canada	141,493,515
(b)	To others.....	
	Total.....	141,493,515
6.	All other liabilities.....	269,077,821
	Total.....	\$ 34,944,386,253

Maturity distribution of investments in securities issued or guaranteed by Canada not maturing within three years (item 4(c) of above assets):

(a)	Securities maturing in over 3 years but not over 5 years	\$ 3,237,524,050
(b)	Securities maturing in over 5 years but not over 10 years	5,044,414,664
(c)	Securities maturing in over 10 years.....	<u>4,023,991,841</u>
		\$ 12,305,930,555

Total amount of securities included in items 4(a) to (c) of above assets held under purchase and resale agreements

\$ 1,100,081,700

I declare that the foregoing return is correct according to the books of the Bank.

W. D. SINCLAIR
Acting Chief Accountant

I declare that the foregoing return is to the best of my knowledge and belief correct, and shows truly and clearly the financial position of the Bank, as required by section 29 of the *Bank of Canada Act*.

G. G. THIESSEN
Governor

Ottawa, September 2, 1999

[37-1-o]

BANQUE DU CANADABilan au 1^{er} septembre 1999

ACTIF		PASSIF	
1.	Monnaies et lingots d'or	1.	Capital versé \$ 5 000 000
2.	Dépôts payables en devises étrangères :	2.	Fonds de réserve 25 000 000
a)	Devises américaines..... \$ 296 739 588	3.	Billets en circulation 32 632 557 567
b)	Autres devises..... <u>4 415 384</u>	4.	Dépôts :
	Total \$ 301 154 972	a)	Gouvernement du Canada \$ 11 919 668
3.	Avances :	b)	Gouvernements provinciaux
a)	Au gouvernement du Canada	c)	Banques 1 576 274 939
b)	Aux gouvernements provinciaux	d)	Autres établissements membres de l'Association canadienne des paiements 19 372 139
c)	Aux établissements membres de l'Association canadienne des paiements	e)	Autres dépôts <u>263 690 604</u>
	Total <u>1 297 047 287</u>		Total 1 871 257 350
4.	Placements (Valeurs amorties) :	5.	Passif payable en devises étrangères :
a)	Bons du Trésor du Canada 11 223 606 934	a)	Au gouvernement du Canada 141 493 515
b)	Autres valeurs mobilières émises ou garanties par le Canada, échéant dans les trois ans 7 992 554 098	b)	A d'autres
c)	Autres valeurs mobilières émises ou garanties par le Canada, n'échéant pas dans les trois ans		Total 141 493 515
d)	Valeurs mobilières émises ou garanties par une province	6.	Divers 269 077 821
e)	Autres bons		
f)	Autres placements		
	Total <u>1 319 651 719</u>		
		32 841 743 306	
5.	Locaux de la Banque	179 238 516	
6.	Divers	325 202 172	
	Total \$ <u>34 944 386 253</u>	Total \$ <u>34 944 386 253</u>	

Répartition, selon l'échéance, des placements en valeurs mobilières émises ou garanties par le Canada, n'échéant pas dans les trois ans (poste 4c) de l'actif ci-dessus) :

a)	Valeurs mobilières arrivant à échéance dans plus de trois ans mais dans au plus cinq ans	\$ 3 237 524 050
b)	Valeurs mobilières arrivant à échéance dans plus de cinq ans mais dans au plus dix ans	5 044 414 664
c)	Valeurs mobilières arrivant à échéance dans plus de dix ans	4 023 991 841
		\$ 12 305 930 555

Montant total des valeurs mobilières comprises dans les postes 4a) à 4c) de l'actif ci-dessus, détenues en vertu de conventions d'achat et de revente \$ 1 100 081 700

Je déclare que le bilan ci-dessus est exact, au vu des livres de la Banque.

*Le chef de la comptabilité suppléant
W. D. SINCLAIR*

Je déclare que le bilan ci-dessus est exact, à ma connaissance, et qu'il montre fidèlement et clairement la situation financière de la Banque, en application de l'article 29 de la *Loi sur la Banque du Canada*.

*Le gouverneur
G. G. THIESSEN*

Ottawa, le 2 septembre 1999

[37-1-o]

PARLIAMENT

HOUSE OF COMMONS

First Session, Thirty-Sixth Parliament

PRIVATE BILLS

Standing Order 130 respecting notices of intended applications for private bills was published in the *Canada Gazette*, Part I, on September 27, 1997.

For further information, contact the Private Members' Business Office, House of Commons, Centre Block, Room 134-C, Ottawa, Ontario K1A 0A6, (613) 992-6443.

ROBERT MARLEAU
Clerk of the House of Commons

PARLEMENT

CHAMBRE DES COMMUNES

Première session, trente-sixième législature

PROJETS DE LOI D'INTÉRÊT PRIVÉ

L'article 130 du Règlement relatif aux avis de demande de projets de loi d'intérêt privé a été publié dans la Partie I de la *Gazette du Canada* du 27 septembre 1997.

Pour obtenir d'autres renseignements, prière de communiquer avec le Bureau des affaires émanant des députés, Chambre des communes, Édifice du Centre, Pièce 134-C, Ottawa (Ontario) K1A 0A6, (613) 992-6443.

Le greffier de la Chambre des communes
ROBERT MARLEAU

COMMISSIONS

CANADIAN INTERNATIONAL TRADE TRIBUNAL

FINDINGS

Cold-rolled Steel Sheet Products

In the matter of an inquiry under section 42 of the *Special Import Measures Act* respecting certain cold-rolled steel sheet products originating in or exported from Argentina, Belgium, New Zealand, the Russian Federation, the Slovak Republic, Spain and Turkey

The Canadian International Trade Tribunal, under the provisions of section 42 of the *Special Import Measures Act*, has conducted an inquiry (Inquiry No. NQ-99-001) following the issuance by the Deputy Minister of National Revenue of a preliminary determination dated April 29, 1999, and of a final determination dated July 28, 1999, respecting the dumping in Canada of cold-reduced flat-rolled sheet products of carbon steel (including high-strength low-alloy steel), in coils or cut lengths (not painted, clad, plated or coated), in widths up to and including 80 in. (2 032 mm) and in thicknesses from 0.014 in. to 0.142 in. (0.35 mm to 3.61 mm) inclusive, originating in or exported from Argentina, Belgium, New Zealand, the Russian Federation, the Slovak Republic, Spain and Turkey.

Pursuant to subsection 43(1) of the *Special Import Measures Act*, the Canadian International Trade Tribunal hereby finds:

- (a) that the dumping in Canada of the aforementioned goods originating in or exported from New Zealand and Spain has not caused and is not threatening to cause material injury to the domestic industry;
- (b) that the dumping in Canada of the aforementioned goods originating in or exported from Argentina, Belgium, the Russian Federation, the Slovak Republic and Turkey has not caused material injury to the domestic industry; and
- (c) that, with respect to the dumping in Canada of the aforementioned goods originating in or exported from Argentina, Belgium, the Russian Federation, the Slovak Republic and Turkey, the dumping of the goods from these countries is threatening to cause material injury to the domestic industry, with the exclusion of the dumping of the goods from Argentina.

The statement of reasons will be issued within 15 days.

Ottawa, August 27, 1999

MICHEL P. GRANGER
Secretary

[37-1-o]

CANADIAN RADIO-TELEVISION AND TELECOMMUNICATIONS COMMISSION

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

The following notices are abridged versions of the Commission's original notices bearing the same number. The original notices contain a more detailed outline of the applications,

COMMISSIONS

TRIBUNAL CANADIEN DU COMMERCE EXTÉRIEUR

CONCLUSIONS

Produits de tôle d'acier laminés à froid

Eu égard à une enquête aux termes de l'article 42 de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation* concernant certains produits de tôle d'acier laminés à froid, originaires ou exportés de l'Argentine, de la Belgique, de la Nouvelle-Zélande, de la Fédération de Russie, de la République Slovaque, de l'Espagne et de la Turquie

Le Tribunal canadien du commerce extérieur a procédé à une enquête (enquête n° NQ-99-001), aux termes des dispositions de l'article 42 de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*, à la suite de la publication d'une décision provisoire datée du 29 avril 1999 et d'une décision définitive datée du 28 juillet 1999, rendues par le sous-ministre du Revenu national, concernant le dumping au Canada de produits de tôle d'acier au carbone laminés à froid (incluant les produits plats de tôle en acier allié résistant à faible teneur), en bobines ou en feuilles (non peints, plaqués, revêtus ou enduits), d'une largeur maximale de 80 po (2 032 mm), d'une épaisseur variant de 0,014 po à 0,142 po (0,35 mm à 3,61 mm) inclusivement, originaires ou exportés de l'Argentine, de la Belgique, de la Nouvelle-Zélande, de la Fédération de Russie, de la République slovaque, de l'Espagne et de la Turquie.

Conformément au paragraphe 43(1) de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*, le Tribunal canadien du commerce extérieur conclut, par les présentes :

- a) que le dumping au Canada des marchandises susmentionnées, originaires ou exportées de la Nouvelle-Zélande et de l'Espagne, n'a pas causé, et ne menace pas de causer, un dommage sensible à la branche de production nationale;
- b) que le dumping au Canada des marchandises susmentionnées, originaires ou exportées de l'Argentine, de la Belgique, de la Fédération de Russie, de la République slovaque et de la Turquie n'a pas causé un dommage sensible à la branche de production nationale;
- c) que, en ce qui concerne le dumping au Canada des marchandises susmentionnées, originaires ou exportées de l'Argentine, de la Belgique, de la Fédération de Russie, de la République slovaque et de la Turquie, le dumping au Canada des marchandises en provenance des pays susmentionnés menace de causer un dommage sensible à la branche de production nationale, à l'exclusion du dumping des marchandises en provenance de l'Argentine.

L'exposé des motifs sera publié d'ici 15 jours.

Ottawa, le 27 août 1999

Le secrétaire
MICHEL P. GRANGER

[37-1-o]

CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Les avis qui suivent sont des versions abrégées des avis originaux du Conseil portant le même numéro. Les avis originaux contiennent une description plus détaillée de chacune des

including additional locations and addresses where the complete files may be examined. The relevant material, including the notices and applications, is available for viewing during normal business hours at the following offices of the Commission:

- Central Building, Les Terrasses de la Chaudière, 1 Promenade du Portage, Ground Floor, Hull, Quebec K1A 0N2, (819) 997-2429 (Telephone), 994-0423 (TDD), (819) 994-0218 (Facsimile);
- Bank of Commerce Building, Suite 1007, 1809 Barrington Street, Halifax, Nova Scotia B3J 3K8, (902) 426-7997 (Telephone), 426-6997 (TDD), (902) 426-2721 (Facsimile);
- Place Montréal Trust, 1800 McGill College Avenue, Suite 1920, Montréal, Quebec H3A 3J6, (514) 283-6607 (Telephone), 283-8316 (TDD), (514) 283-3689 (Facsimile);
- The Kensington Building, Suite 1810, 275 Portage Avenue, Winnipeg, Manitoba R3B 2B3, (204) 983-6306 (Telephone), 983-8274 (TDD), (204) 983-6317 (Facsimile);
- 530-580 Hornby Street, Vancouver, British Columbia V6C 3B6, (604) 666-2111 (Telephone), 666-0778 (TDD), (604) 666-8322 (Facsimile);
- C.R.T.C. Documentation Centre, 55 St. Clair Avenue E, Suite 624, Toronto, Ontario, (416) 952-9096 (Telephone), (416) 954-6343 (Facsimile);
- C.R.T.C. Documentation Centre, Cornwall Professional Building, Room 103, 2125 11th Avenue, Regina, Saskatchewan S4P 3X3, (306) 780-3422 (Telephone), (306) 780-3319 (Facsimile).

Interventions must be filed with the Secretary General, Canadian Radio-television and Telecommunications Commission, Ottawa, Ontario K1A 0N2, together with proof that a true copy of the intervention has been served upon the applicant, on or before the deadline given in the notice.

Secretary General

CANADIAN RADIO-TELEVISION AND TELECOMMUNICATIONS COMMISSION

DECISIONS

The complete texts of the decisions summarized below are available from the offices of the CRTC.

99-373

August 30, 1999

Radio Miracadie inc.
Baie-Sainte-Anne, Neguac and Rogersville,
New Brunswick

Approved — Renewal of the broadcasting licences for the French-language FM community radio programming undertakings VF7000, VF7001 and VF7003 to broadcast special events each year. The licences will be in effect only for the duration of the events, with an expiry date of August 31, 2002.

99-374

August 30, 1999

Radio Miracadie inc.
Newcastle (Miramichi), New Brunswick

Approved — Renewal of the broadcasting licence for the French-language FM community radio programming undertaking VF7002 Newcastle (the originating station) and its temporary transmitters at Rogersville, Baie-Sainte-Anne and Neguac. This undertaking broadcasts the "Festival d'été" (formerly "Festival

demandes, y compris les lieux et adresses où l'on peut consulter les dossiers complets. Tous les documents afférents, y compris les avis et les demandes, sont disponibles pour examen durant les heures normales d'affaires aux bureaux suivants du Conseil :

- Édifice central, Les Terrasses de la Chaudière, 1, promenade du Portage, Rez-de-chaussée, Hull (Québec) K1A 0N2, (819) 997-2429 (téléphone), 994-0423 (ATS), (819) 994-0218 (télécopieur);
- Édifice de la Banque de Commerce, Pièce 1007, 1809, rue Barrington, Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 3K8, (902) 426-7997 (téléphone), 426-6997 (ATS), (902) 426-2721 (télécopieur);
- Place Montréal Trust, 1800, avenue McGill College, Bureau 1920, Montréal (Québec) H3A 3J6, (514) 283-6607 (téléphone), 283-8316 (ATS), (514) 283-3689 (télécopieur);
- Édifice Kensington, Pièce 1810, 275, avenue Portage, Winnipeg (Manitoba) R3B 2B3, (204) 983-6306 (téléphone), 983-8274 (ATS), (204) 983-6317 (télécopieur);
- 530-580, rue Hornby, Vancouver (Colombie-Britannique) V6C 3B6, (604) 666-2111 (téléphone), 666-0778 (ATS), (604) 666-8322 (télécopieur);
- Centre de documentation du C.R.T.C., 55, avenue St. Clair Est, Bureau 624, Toronto (Ontario), (416) 952-9096 (téléphone), (416) 954-6343 (télécopieur);
- Centre de documentation du C.R.T.C., Édifice Cornwall Professional, Pièce 103, 2125, 11^e Avenue, Regina (Saskatchewan) S4P 3X3, (306) 780-3422 (téléphone), (306) 780-3319 (télécopieur).

Les interventions doivent parvenir au Secrétaire général, Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, Ottawa (Ontario) K1A 0N2, avec preuve qu'une copie conforme a été envoyée à la requérante, avant la date limite d'intervention mentionnée dans l'avis.

Secrétaire général

CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES

DÉCISIONS

On peut se procurer le texte complet des décisions résumées ci-après en s'adressant au CRTC.

99-373

Le 30 août 1999

Radio Miracadie inc.
Baie-Sainte-Anne, Neguac et Rogersville
(Nouveau-Brunswick)

Approuvé — Renouvellement des licences de radiodiffusion des entreprises de programmation de radio FM communautaires de langue française VF7000, VF7001 et VF7003 qui diffusent des événements spéciaux chaque année. Les licences seront en vigueur seulement pour la durée des événements et expireront le 31 août 2002.

99-374

Le 30 août 1999

Radio Miracadie inc.
Newcastle (Miramichi) [Nouveau-Brunswick]

Approuvé — Renouvellement de la licence de radiodiffusion de l'entreprise de programmation de radio FM communautaire de langue française VF7002 Newcastle (la station source) et ses émetteurs temporaires à Rogersville, Baie-Sainte-Anne et Neguac. Cette entreprise diffuse le Festival d'été (auparavant le

d'automne"). The licence will be in effect only for the duration of the event, with an expiry date of August 31, 2002.

99-375	<i>August 30, 1999</i>	99-375	<i>Le 30 août 1999</i>
	Coopérative Radio Restigouche ltée Balmoral and Dalhousie, New Brunswick		Coopérative Radio Restigouche ltée Balmoral et Dalhousie (Nouveau-Brunswick)
	Approved — Renewal of the licence for Type A community radio programming undertaking CIMS-FM Balmoral and its transmitter CIMS-FM-1 Dalhousie, from September 1, 1999, to August 31, 2003.		Approuvé — Renouvellement de la licence de l'entreprise de programmation de radio communautaire de type A, CIMS-FM Balmoral et son émetteur CIMS-FM-1 Dalhousie, du 1 ^{er} septembre 1999 au 31 août 2003.
99-376	<i>August 30, 1999</i>	99-376	<i>Le 30 août 1999</i>
	Radio Beauséjour inc. Shediac, New Brunswick		Radio Beauséjour inc. Shediac (Nouveau-Brunswick)
	Approved — Renewal of the licence for Type B community radio programming undertaking CJSE-FM Shediac, from September 1, 1999, to August 31, 2003.		Approuvé — Renouvellement de la licence de l'entreprise de programmation de radio communautaire de type B, CJSE-FM Shediac, du 1 ^{er} septembre 1999 au 31 août 2003.
	Approved — Increase of the maximum percentage of music programming from sub-category 21 from 65 percent to 75 percent of the station's total programming and decrease of the minimum percentage of English-language vocal musical selections to be broadcast each week from 35 percent to 34 percent.		Approuvé — Augmentation du pourcentage maximum de programmation musicale de la sous-catégorie 21 de 65 p. 100 à 75 p. 100 de l'ensemble de la programmation musicale de la station et réduction du pourcentage minimum de pièces de musique vocales de langue anglaise diffusées chaque semaine de radiodiffusion de 35 p. 100 à 34 p. 100.
99-377	<i>August 30, 1999</i>	99-377	<i>Le 30 août 1999</i>
	3224503 Canada inc. Drummondville, Quebec		3224503 Canada inc. Drummondville (Québec)
	Approved — Renewal of the broadcasting licence for CHRD-FM Drummondville, from September 1, 1999, to August 31, 2006.		Approuvé — Renouvellement de la licence de radiodiffusion de CHRD-FM Drummondville, du 1 ^{er} septembre 1999 au 31 août 2006.
99-378	<i>August 30, 1999</i>	99-378	<i>Le 30 août 1999</i>
	Radio Nord inc. Lachute, Quebec		Radio Nord inc. Lachute (Québec)
	Approved — Renewal of the broadcasting licence for CJLA-FM Lachute, from September 1, 1999, to August 31, 2006.		Approuvé — Renouvellement de la licence de radiodiffusion de CJLA-FM Lachute, du 1 ^{er} septembre 1999 au 31 août 2006.
99-379	<i>August 30, 1999</i>	99-379	<i>Le 30 août 1999</i>
	Radio Nord inc. Hawkesbury, Ontario		Radio Nord inc. Hawkesbury (Ontario)
	Approved — Renewal of the broadcasting licence for CHPR-FM Hawkesbury, from September 1, 1999, to August 31, 2005.		Approuvé — Renouvellement de la licence de radiodiffusion de CHPR-FM Hawkesbury, du 1 ^{er} septembre 1999 au 31 août 2005.
99-380	<i>August 30, 1999</i>	99-380	<i>Le 30 août 1999</i>
	Cogeco Radio-Télévision inc. Laval, Quebec		Cogeco Radio-Télévision inc. Laval (Québec)
	Approved — Renewal of the broadcasting licence for CFGL-FM Laval, from September 1, 1999, to August 31, 2006.		Approuvé — Renouvellement de la licence de radiodiffusion de CFGL-FM Laval, du 1 ^{er} septembre 1999 au 31 août 2006.
99-381	<i>August 30, 1999</i>	99-381	<i>Le 30 août 1999</i>
	Radio MF C.I.E.L. (1981) inc. Longueuil, Quebec		Radio MF C.I.E.L. (1981) inc. Longueuil (Québec)
	Approved — Renewal of the broadcasting licence for the French-language radio network rebroadcasting the programming of CIEL-FM Longueuil, from September 1, 1999, to August 31, 2006.		Approuvé — Renouvellement de la licence de radiodiffusion du réseau radiophonique de langue française qui retransmet les émissions de CIEL-FM Longueuil, du 1 ^{er} septembre 1999 au 31 août 2006.

99-382	<i>August 30, 1999</i>	99-382	<i>Le 30 août 1999</i>
CHUM Limited Montréal, Québec		CHUM Limited Montréal (Québec)	
Approved — Renewal of the broadcasting licence for CKGM Montréal, from September 1, 1999, to August 31, 2006.		Approuvé — Renouvellement de la licence de radiodiffusion de CKGM Montréal, du 1 ^{er} septembre 1999 au 31 août 2006.	
99-383	<i>August 30, 1999</i>	99-383	<i>Le 30 août 1999</i>
CHUM Limited Montréal, Québec		CHUM Limited Montréal (Québec)	
Approved — Renewal of the broadcasting licence for CHOM-FM Montréal, from September 1, 1999, to August 31, 2006.		Approuvé — Renouvellement de la licence de radiodiffusion de CHOM-FM Montréal, du 1 ^{er} septembre 1999 au 31 août 2006.	
99-384	<i>August 30, 1999</i>	99-384	<i>Le 30 août 1999</i>
CHUM Limited Vancouver, British Columbia		CHUM Limited Vancouver (Colombie-Britannique)	
Approved — Renewal of the broadcasting licence for CFUN Vancouver, from September 1, 1999, to August 31, 2006; and also from September 1, 1999, to August 31, 2000, for the digital radio transmitters at Mount Seymour and Burnaby.		Approuvé — Renouvellement de la licence de radiodiffusion de CFUN Vancouver, du 1 ^{er} septembre 1999 au 31 août 2006; également du 1 ^{er} septembre 1999 au 31 août 2000 en ce qui a trait aux émetteurs de radiodiffusion numérique à Mount Seymour et à Burnaby.	
99-385	<i>August 30, 1999</i>	99-385	<i>Le 30 août 1999</i>
CHUM Limited Vancouver, British Columbia		CHUM Limited Vancouver (Colombie-Britannique)	
Approved — Renewal of the broadcasting licence for CHQM-FM Vancouver, from September 1, 1999, to August 31, 2006; and from September 1, 1999, to February 29, 2000, for the digital radio transmitters at Mount Seymour and Burnaby.		Approuvé — Renouvellement de la licence de radiodiffusion de CHQM-FM Vancouver, du 1 ^{er} septembre 1999 au 31 août 2006; également du 1 ^{er} septembre 1999 au 29 février 2000 en ce qui a trait aux émetteurs de radiodiffusion numérique à Mount Seymour et à Burnaby.	
99-386	<i>August 30, 1999</i>	99-386	<i>Le 30 août 1999</i>
Radiomedia Enterprises Inc. Montréal, Québec		Les Entreprises Radiomédia inc. Montréal (Québec)	
Approved — Renewal of the broadcasting licence for the French-language AM radio news network from September 1, 1999, to August 31, 2006.		Approuvé — Renouvellement de la licence de radiodiffusion du réseau radiophonique AM d'information de langue française, du 1 ^{er} septembre 1999 au 31 août 2006.	
99-387	<i>August 30, 1999</i>	99-387	<i>Le 30 août 1999</i>
Radiomedia Enterprises Inc. Montréal, Québec		Les Entreprises Radiomédia inc. Montréal (Québec)	
Approved — Renewal of the broadcasting licence for CKAC Montréal, from September 1, 1999, to August 31, 2006.		Approuvé — Renouvellement de la licence de radiodiffusion de CKAC Montréal, du 1 ^{er} septembre 1999 au 31 août 2006.	
99-388	<i>August 30, 1999</i>	99-388	<i>Le 30 août 1999</i>
Metromedia CMR Broadcasting Inc. Montréal, Québec		Diffusion Métromédia CMR inc. Montréal (Québec)	
Approved — Renewal of the broadcasting licence for CFQR-FM Montréal, from September 1, 1999, to August 31, 2006.		Approuvé — Renouvellement de la licence de radiodiffusion de CFQR-FM Montréal, du 1 ^{er} septembre 1999 au 31 août 2006.	
99-389	<i>August 30, 1999</i>	99-389	<i>Le 30 août 1999</i>
Radiomutuel inc. Montréal, Québec		Radiomutuel inc. Montréal (Québec)	
Approved — Renewal of the broadcasting licence for the French-language AM radio network to broadcast the programs of CKMF-FM Montréal, from September 1, 1999, to August 31, 2006.		Approuvé — Renouvellement de la licence de radiodiffusion du réseau radiophonique de langue française aux fins de la diffusion des émissions de CKMF-FM Montréal, du 1 ^{er} septembre 1999 au 31 août 2006.	

99-390	<i>August 30, 1999</i>	99-390	<i>Le 30 août 1999</i>
3145069 Canada inc. Saint-Hyacinthe, Quebec		3145069 Canada inc. Saint-Hyacinthe (Québec)	
Approved — Renewal of the broadcasting licence for CFEI-FM Saint-Hyacinthe, from September 1, 1999, to August 31, 2006.		Approuvé — Renouvellement de la licence de radiodiffusion de CFEI-FM Saint-Hyacinthe, du 1 ^{er} septembre 1999 au 31 août 2006.	
99-391	<i>August 30, 1999</i>	99-391	<i>Le 30 août 1999</i>
Radio Diffusion Sorel-Tracy inc. Sorel, Quebec		Radio Diffusion Sorel-Tracy inc. Sorel (Québec)	
Approved — Renewal of the broadcasting licence for CJSO-FM Sorel, from September 1, 1999, to August 31, 2003.		Approuvé — Renouvellement de la licence de radiodiffusion de CJSO-FM Sorel, du 1 ^{er} septembre 1999 au 31 août 2003.	
99-392	<i>August 30, 1999</i>	99-392	<i>Le 30 août 1999</i>
Belleville Radio Limited Belleville, Ontario		Belleville Radio Limited Belleville (Ontario)	
Approved — Renewal of the broadcasting licence for CJOJ-FM Belleville, from September 1, 1999, to August 31, 2005.		Approuvé — Renouvellement de la licence de radiodiffusion de CJOJ-FM Belleville, du 1 ^{er} septembre 1999 au 31 août 2005.	
99-393	<i>August 30, 1999</i>	99-393	<i>Le 30 août 1999</i>
Shaw Radio Ltd. Brampton, Ontario		Shaw Radio Ltd. Brampton (Ontario)	
Approved — Renewal of the broadcasting licence for CFNY-FM Brampton, from September 1, 1999, to August 31, 2006.		Approuvé — Renouvellement de la licence de radiodiffusion de CFNY-FM Brampton, du 1 ^{er} septembre 1999 au 31 août 2006.	
99-394	<i>August 30, 1999</i>	99-394	<i>Le 30 août 1999</i>
Fawcett Broadcasting Limited Kenora, Ontario		Fawcett Broadcasting Limited Kenora (Ontario)	
Approved — Renewal of the broadcasting licence for CJRL Ke- nora, from September 1, 1999, to August 31, 2005.		Approuvé — Renouvellement de la licence de radiodiffusion de CJRL Kenora, du 1 ^{er} septembre 1999 au 31 août 2005.	
99-395	<i>August 30, 1999</i>	99-395	<i>Le 30 août 1999</i>
CHWO Radio Limited Oakville, Ontario		CHWO Radio Limited Oakville (Ontario)	
Approved — Renewal of the broadcasting licence for CHWO Oakville, from September 1, 1999, to August 31, 2006.		Approuvé — Renouvellement de la licence de radiodiffusion de CHWO Oakville, du 1 ^{er} septembre 1999 au 31 août 2006.	
99-396	<i>August 30, 1999</i>	99-396	<i>Le 30 août 1999</i>
Christian Hit Radio Inc. Ottawa, Ontario		Christian Hit Radio Inc. Ottawa (Ontario)	
Approved — Renewal of the broadcasting licence for CHRI-FM Ottawa, from September 1, 1999, to August 31, 2005.		Approuvé — Renouvellement de la licence de radiodiffusion de CHRI-FM Ottawa, du 1 ^{er} septembre 1999 au 31 août 2005.	
Approved — Request to broadcast up to 15 minutes of French- language advertising each week.		Approuvé — Demande visant à diffuser jusqu'à 15 minutes de publicité de langue française chaque semaine.	
99-397	<i>August 30, 1999</i>	99-397	<i>Le 30 août 1999</i>
Rawlco (Ottawa) Ltd. Ottawa, Ontario		Rawlco (Ottawa) Ltd. Ottawa (Ontario)	
Approved — Renewal of the broadcasting licence for CFGO Ot- tawa, from September 1, 1999, to August 31, 2005.		Approuvé — Renouvellement de la licence de radiodiffusion de CGFO Ottawa, du 1 ^{er} septembre 1999 au 31 août 2005.	
99-398	<i>August 30, 1999</i>	99-398	<i>Le 30 août 1999</i>
Fraser Valley Broadcasters Ltd. (on behalf of Fraser Newco) Chilliwack, Hope and Abbotsford, British Columbia		Fraser Valley Broadcasters Ltd. (au nom de la Fraser Newco) Chilliwack, Hope et Abbotsford (Colombie-Britannique)	
Approved — Acquisition, as part of an inter-corporate reorgani- zation, of the assets of Fraser Valley (licensee of CKMA Abbots- ford, CHWK Chilliwack, CKGO Hope and its transmitter		Approuvé — Autorisation d'acquérir, dans le cadre d'une ré- organisation entre sociétés, les éléments d'actif afférents à la radiodiffusion de Fraser Valley (titulaire de CKMA Abbotsford,	

CKGO-FM-1 Boston Bar) and Star-FM Radio Inc. (Star-FM) [licensee of CKSR-FM Chilliwack and its transmitters CFSR-FM and CFSR-FM-1 Abbotsford]. The licences will expire July 31, 2006.

99-399

August 30, 1999

Quebec, Ontario and British Columbia

Renewed — Broadcasting licences for the radio programming undertakings listed in the appendix to the decision, from September 1, 1999, to December 31, 1999.

99-400

August 30, 1999

Aupaluk Youth Committee
Aupaluk, QuebecKiggavik Youth Committee, on behalf of a company
to be incorporated
Kangiqsuuaq, Quebec

Renewed — Broadcasting licences for the cable distribution undertakings noted above, from September 1, 1999, to November 30, 1999.

99-401

August 30, 1999

Saskatchewan Communications Network Corporation
Regina, Saskatchewan

Renewed — Network broadcasting licence for distribution of educational programming via satellite, from September 1, 1999, to November 30, 1999.

99-402

August 30, 1999

Fraser Newco
Vancouver, British Columbia

Renewed — From September 1, 1999, to February 29, 2000, the authority granted with respect to the digital radio transmitters at Mount Seymour and Burnaby.

99-403

August 31, 1999

Rogers Ottawa Limited/limitée
Ottawa East, Ottawa West and Carp, Ontario

Approved — Distribution of Jerry Lewis Labour Day Telethon from 9 p.m. on September 5, 1999, to 7 p.m. on September 6, 1999.

Approved — Request to distribute the signal of WHEC, with the locally produced segments, on its community channel, for the duration of the telethon.

99-404

August 31, 1999

Haliburton Broadcasting Group Inc.
Sudbury, Timmins, etc., Ontario

Approved — Acquisition of the assets of CHNO and CHYC Sudbury, CKOY Timmins and its transmitters, etc. listed in the decision, from Pelmorex Radio Inc.

Approved — Applications to convert CHNO, CHYC and CKOY from the AM band to the FM band. The licences will expire August 31, 2005.

99-405

August 31, 1999

Câble-Axion Digitel inc.
Bedford and Sutton, Quebec

CHWK Chilliwack et CKGO Hope et son émetteur CKGO-FM-1 Boston Bar) ainsi que Star-FM Radio Inc. (Star-FM) [titulaire de CKSR-FM Chilliwack et ses émetteurs CFSR-FM et CFSR-FM-1 Abbotsford]. Les licences expireront le 31 juillet 2006.

99-399

Le 30 août 1999

Québec, Ontario et Colombie-Britannique

Renouvelé — Licences de radiodiffusion des entreprises de programmation de radio énumérées à l'annexe de la décision, du 1^{er} septembre 1999 au 31 décembre 1999.

99-400

Le 30 août 1999

Aupaluk Youth Committee
Aupaluk (Québec)Kiggavik Youth Committee, au nom d'une société
devant être constituée
Kangiqsuuaq (Québec)

Renouvelé — Licences de radiodiffusion des entreprises de distribution par câble susmentionnées, du 1^{er} septembre 1999 au 30 novembre 1999.

99-401

Le 30 août 1999

Saskatchewan Communications Network Corporation
Regina (Saskatchewan)

Renouvelé — Licence de radiodiffusion relative au réseau de télévision diffusant de la programmation éducative par satellite, du 1^{er} septembre 1999 au 30 novembre 1999.

99-402

Le 30 août 1999

Fraser Newco
Vancouver (Colombie-Britannique)

Renouvelé — Du 1^{er} septembre 1999 au 29 février 2000, l'autorisation relative aux émetteurs de radiodiffusion numérique à Mount Seymour et à Burnaby.

99-403

Le 31 août 1999

Rogers Ottawa Limited/limitée
Ottawa est, Ottawa ouest et Carp (Ontario)

Approuvé — Diffusion du « Jerry Lewis Labour Day Telethon » à compter de 21 h le 5 septembre 1999 jusqu'à 19 h le 6 septembre 1999.

Approuvé — Demande visant à distribuer le signal de WHEC avec les segments locaux, à son canal communautaire, pour la durée du téléthon.

99-404

Le 31 août 1999

Haliburton Broadcasting Group Inc.
Sudbury, Timmins, etc. (Ontario)

Approuvé — Acquisition de l'actif de CHNO et CHYC Sudbury, CKOY Timmins et ses émetteurs, etc. énumérés dans la décision, de Pelmorex Radio Inc.

Approuvé — Demandes en vue de convertir CHNO, CHYC et CKOY de la bande AM à la bande FM. Les licences expireront le 31 août 2005.

99-405

Le 31 août 1999

Câble-Axion Digitel inc.
Bedford et Sutton (Québec)

Approved — Acquisition of the assets of the cable distribution undertakings serving these localities, from 2967-4561 Québec inc. The licences will expire August 31, 2000.

Approved — Proposal to delete the local head ends of these undertakings to link them to the head end of the cable undertaking serving Lacolle, Quebec.

99-406

August 31, 1999

Câble-Axion Digitel inc.
Lac-Mégantic, Woburn and Lac-Drolet, Quebec

Approved — Acquisition of the assets of the cable distribution undertakings serving these localities, from Mégantic Transvision inc. The licences will expire August 31, 2000.

Approved — Proposal to merge the service areas of Woburn and Lac-Drolet to the service area of Lac-Mégantic, and for a single licence to serve these three areas.

99-407

August 31, 1999

Câble-Axion Digitel inc.
Lacolle and Napierville, Quebec

Approved — Acquisition of the assets of the cable distribution undertakings serving these localities, from 2535-1438 Québec inc. The licence will expire August 31, 2001.

Approved — Proposal to merge the service areas of Napierville to the service area of Lacolle, and for a single licence to serve these areas.

99-408

August 31, 1999

Câble-Axion Digitel inc.
La Patrie, Sawyerville and Compton, Quebec

Approved — Acquisition of the assets of the cable distribution undertakings serving La Patrie and Sawyerville, from La Patrie Vidéo inc. and Transvision Sawyerville inc.

Approved — Addition of La Patrie and Sawyerville to the service area of the undertaking serving Compton.

99-409

August 31, 1999

Câble-Axion Digitel inc.
Saint-Mathieu-de-Laprairie and Saint-Michel-de-Napierville,
Quebec

Approved — Acquisition of the assets of the cable distribution undertaking serving Saint-Mathieu-de-Laprairie, from 2535-1438 Québec inc. The licence will expire August 31, 2000.

Approved — Proposal to merge the service area of the undertaking serving Saint-Michel-de-Napierville to the service area of Saint-Mathieu-de-Laprairie, and for a single licence. This undertaking (Saint-Mathieu-de-Laprairie) will be linked to the head end of the cable undertaking serving Lacolle, Quebec.

99-410

August 31, 1999

CFCP Radio Ltd.
Campbell River and Gold River, British Columbia

Approved — Renewal of the broadcasting licence for the radio programming undertaking CFWB Campbell River and its transmitter CJGR-FM Gold River, from September 1, 1999, to August 31, 2006.

Approuvé — Acquisition de l'actif des entreprises de distribution par câble desservant ces collectivités, propriété de 2967-4561 Québec inc. Les licences expireront le 31 août 2000.

Approuvé — Proposition visant à supprimer les têtes de ligne locales de ces entreprises et de les interconnecter avec la tête de ligne de l'entreprise de câblodistribution qui dessert Lacolle (Québec).

99-406

Le 31 août 1999

Câble-Axion Digitel inc.
Lac-Mégantic, Woburn et Lac-Drolet (Québec)

Approuvé — Acquisition de l'actif des entreprises de distribution par câble desservant ces collectivités, propriété de Mégantic Transvision inc. La licence expirera le 31 août 2000.

Approuvé — Proposition visant à fusionner les zones de desserte de Woburn et de Lac-Drolet à la zone de desserte de Lac-Mégantic et d'obtenir une seule licence pour desservir ces trois secteurs.

99-407

Le 31 août 1999

Câble-Axion Digitel inc.
Lacolle et Napierville (Québec)

Approuvé — Acquisition de l'actif des entreprises de distribution par câble desservant ces collectivités, propriété de 2535-1438 Québec inc. La licence expirera le 31 août 2001.

Approuvé — Proposition visant à fusionner la zone de desserte de Napierville à la zone de desserte de Lacolle et d'obtenir une seule licence pour desservir ces secteurs.

99-408

Le 31 août 1999

Câble-Axion Digitel inc.
La Patrie, Sawyerville et Compton (Québec)

Approuvé — Acquisition de l'actif des entreprises de distribution par câble desservant La Patrie et Sawyerville, propriété de La Patrie Vidéo inc. et de Transvision Sawyerville inc.

Approuvé — Ajout de La Patrie et de Sawyerville à la zone de desserte de l'entreprise de Compton.

99-409

Le 31 août 1999

Câble-Axion Digitel inc.
Saint-Mathieu-de-Laprairie et Saint-Michel-de-Napierville
(Québec)

Approuvé — Acquisition de l'actif de l'entreprise de distribution par câble qui dessert Saint-Mathieu-de-Laprairie, propriété de 2535-1438 Québec inc. La licence expirera le 31 août 2000.

Approuvé — Proposition en vue de fusionner la zone de desserte de l'entreprise de Saint-Michel-de-Napierville à la zone de desserte de Saint-Mathieu-de-Laprairie et d'obtenir une seule licence. Cette entreprise (Saint-Mathieu-de-Laprairie) sera interconnectée avec la tête de ligne de l'entreprise de câblodistribution qui dessert Lacolle (Québec).

99-410

Le 31 août 1999

CFCP Radio Ltd.
Campbell River et Gold River (Colombie-Britannique)

Approuvé — Renouvellement de la licence de radiodiffusion de l'entreprise de programmation de radio CFWB Campbell River et son émetteur CJGR-FM Gold River, du 1^{er} septembre 1999 au 31 août 2006.

99-411	August 31, 1999	99-411	Le 31 août 1999
CFCP Radio Ltd. Courtenay, British Columbia		CFCP Radio Ltd. Courtenay (Colombie-Britannique)	
Approved — Renewal of the broadcasting licence for the radio programming undertaking CFCP Courtenay, from September 1, 1999, to August 31, 2006.		Approuvé — Renouvellement de la licence de radiodiffusion de l'entreprise de programmation de radio CFCP Courtenay, du 1 ^{er} septembre 1999 au 31 août 2006.	
99-412	August 31, 1999	99-412	Le 31 août 1999
CFCP Radio Ltd. Powell River, British Columbia		CFCP Radio Ltd. Powell River (Colombie-Britannique)	
Approved — Renewal of the broadcasting licence for the radio programming undertaking CHQB Powell River, from September 1, 1999, to August 31, 2006.		Approuvé — Renouvellement de la licence de radiodiffusion de l'entreprise de programmation de radio CHQB Powell River, du 1 ^{er} septembre 1999 au 31 août 2006.	
99-413	August 31, 1999	99-413	Le 31 août 1999
Seacoast Communications Group Incorporated Victoria, British Columbia		Seacoast Communications Group Incorporated Victoria (Colombie-Britannique)	
Approved — Renewal of the broadcasting licence for CFAX Victoria, from September 1, 1999, to August 31, 2006.		Approuvé — Renouvellement de la licence de radiodiffusion de CFAX Victoria, du 1 ^{er} septembre 1999 au 31 août 2006.	
99-414	August 31, 1999	99-414	Le 31 août 1999
Standard Radio inc. Montréal, Quebec		Standard Radio inc. Montréal (Québec)	
Approved — Renewal of the broadcasting licence for CJAD Montréal, from September 1, 1999, to August 31, 2006.		Approuvé — Renouvellement de la licence de radiodiffusion de CJAD Montréal, du 1 ^{er} septembre 1999 au 31 août 2006.	
99-415	August 31, 1999	99-415	Le 31 août 1999
Standard Radio inc. Montréal, Quebec		Standard Radio inc. Montréal (Québec)	
Approved — Renewal of the broadcasting licence for CJFM-FM Montréal, from September 1, 1999, to August 31, 2006.		Approuvé — Renouvellement de la licence de radiodiffusion de CJFM-FM Montréal, du 1 ^{er} septembre 1999 au 31 août 2006.	
99-416	August 31, 1999	99-416	Le 31 août 1999
Standard Radio inc. Richmond and Vancouver, British Columbia		Standard Radio inc. Richmond et Vancouver (Colombie-Britannique)	
Approved — Renewal of the broadcasting licences for CISL Richmond and CKZZ-FM Vancouver, from September 1, 1999, to August 31, 2006.		Approuvé — Renouvellement des licences de radiodiffusion de CISL Richmond et CKZZ-FM Vancouver, du 1 ^{er} septembre 1999 au 31 août 2006.	
99-417	August 31, 1999	99-417	Le 31 août 1999
Rogers Broadcasting Limited Toronto, Ontario		Rogers Broadcasting Limited Toronto (Ontario)	
Approved — Renewal of the broadcasting licence for CFTR Toronto, from September 1, 1999, to August 31, 2006.		Approuvé — Renouvellement de la licence de radiodiffusion de CFTR Toronto, du 1 ^{er} septembre 1999 au 31 août 2006.	
99-418	August 31, 1999	99-418	Le 31 août 1999
Standard Radio Inc. Toronto, Ontario		Standard Radio inc. Toronto (Ontario)	
Approved — Renewal of the broadcasting licence for CKFM-FM Toronto, from September 1, 1999, to August 31, 2006.		Approuvé — Renouvellement de la licence de radiodiffusion de CKFM-FM Toronto, du 1 ^{er} septembre 1999 au 31 août 2006.	
99-419	August 31, 1999	99-419	Le 31 août 1999
Rogers Broadcasting Limited Toronto, Ontario		Rogers Broadcasting Limited Toronto (Ontario)	
Approved — Renewal of the broadcasting licence for CHFI-FM Toronto, from September 1, 1999, to August 31, 2006.		Approuvé — Renouvellement de la licence de radiodiffusion de CHFI-FM Toronto, du 1 ^{er} septembre 1999 au 31 août 2006.	

99-420	<i>August 31, 1999</i>	99-420	<i>Le 31 août 1999</i>
Rogers Broadcasting Limited Ottawa, Ontario		Rogers Broadcasting Limited Ottawa (Ontario)	
Approved — Renewal of the broadcasting licence for CIWW Ottawa, from September 1, 1999, to August 31, 2005.		Approuvé — Renouvellement de la licence de radiodiffusion de CIWW Ottawa, du 1 ^{er} septembre 1999 au 31 août 2005.	
99-421	<i>August 31, 1999</i>	99-421	<i>Le 31 août 1999</i>
Rogers Broadcasting Limited Victoria, British Columbia		Rogers Broadcasting Limited Victoria (Colombie-Britannique)	
Approved — Renewal of the broadcasting licence for CJVI Victoria, from September 1, 1999, to August 31, 2006.		Approuvé — Renouvellement de la licence de radiodiffusion de CJVI Victoria, du 1 ^{er} septembre 1999 au 31 août 2006.	
99-422	<i>August 31, 1999</i>	99-422	<i>Le 31 août 1999</i>
WIC Radio Ltd. Toronto, Ontario		WIC Radio Ltd. Toronto (Ontario)	
Approved — Renewal of the broadcasting licence for the English-language radio network known as "Rock Radio Network", from September 1, 1999, to August 31, 2006.		Approuvé — Renouvellement de la licence de radiodiffusion du réseau radiophonique de langue anglaise « Rock Radio Network », du 1 ^{er} septembre 1999 au 31 août 2006.	
99-423	<i>August 31, 1999</i>	99-423	<i>Le 31 août 1999</i>
WIC Radio Ltd. New Westminster, British Columbia		WIC Radio Ltd. New Westminster (Colombie-Britannique)	
Approved — Renewal of the broadcasting licence for the English-language radio network broadcasting the Rafe Mair program, from September 1, 1999, to August 31, 2006.		Approuvé — Renouvellement de la licence de radiodiffusion de réseau radiophonique de langue anglaise aux fins de la diffusion de l'émission de Rafe Mair, du 1 ^{er} septembre 1999 au 31 août 2006.	
99-424	<i>August 31, 1999</i>	99-424	<i>Le 31 août 1999</i>
WIC Radio Ltd. New Westminster, British Columbia		WIC Radio Ltd. New Westminster (Colombie-Britannique)	
Approved — Renewal of the broadcasting licence for CFMI-FM New Westminster, from September 1, 1999, to August 31, 2006.		Approuvé — Renouvellement de la licence de radiodiffusion de CFMI-FM New Westminster, du 1 ^{er} septembre 1999 au 31 août 2006.	
99-425	<i>August 31, 1999</i>	99-425	<i>Le 31 août 1999</i>
CHUM Limited London, Wingham and Wheatley, Ontario		CHUM Limited London, Wingham et Wheatley (Ontario)	
Approved, by majority vote — Request to amend the expenditure condition for the year ending August 31, 1999.		Approuvé, par vote majoritaire — Demande visant à modifier la condition relative aux dépenses pour l'année se terminant le 31 août 1999.	
Denied — Request to amend its condition of licence, in order to reduce the amount of the expenditure requirement for the year ending August 31, 1998.		Refusé — Demande visant à réduire le montant des dépenses exigées par condition de licence pour l'année se terminant le 31 août 1998.	

[37-1-o]

[37-1-o]

CANADIAN RADIO-TELEVISION AND TELECOMMUNICATIONS COMMISSION**PUBLIC NOTICE 1999-100-1**

Further to its Public Notice CRTC 1999-100 dated June 21, 1999, the Commission announces the following:

Item 48
Hamilton, Ontario
Radiocorp Inc. (CKLH-FM)

Item 49
Hamilton, Ontario
Radiocorp Inc. (CKOC)

CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES**AVIS PUBLIC 1999-100-1**

À la suite de son avis public CRTC 1999-100 du 21 juin 1999, le Conseil annonce ce qui suit :

Article 48
Hamilton (Ontario)
Radiocorp Inc. (CKLH-FM)

Article 49
Hamilton (Ontario)
Radiocorp Inc. (CKOC)

Applications to acquire the assets of CKOC and CKLH-FM Hamilton were approved in Decision CRTC 99-172 dated July 14, 1999, with new licences expiring August 31, 2005, issued to Telemedia Radio Inc. In view of this approval, no further action is required on the above licence renewal applications submitted by Radiocorp Inc.

Item 57

Kirkland Lake, Ontario

Connelly Communications Corporation, (CJLK)

An application for a new FM radio programming undertaking at Kirkland Lake to replace AM radio station CJLK was approved in Decision CRTC 99-181 dated July 14, 1999. A new licence was issued expiring August 31, 2005. In view of this approval, no further action is required on the above licence renewal application.

September 1, 1999

[37-1-o]

[37-1-o]

CANADIAN RADIO-TELEVISION AND TELECOMMUNICATIONS COMMISSION

PUBLIC NOTICE 1999-142

Call for Applications for Broadcasting Licences to Carry on New Multipoint Distribution Systems (MDS) Radiocommunication Distribution Undertakings to Provide Service in British Columbia

The Commission announces that it has received applications for broadcasting licences to carry on new MDS radiocommunication distribution undertakings to provide service in various localities in British Columbia.

The Commission hereby calls for applications from other parties wishing to obtain such a licence to provide an MDS service to communities in British Columbia.

Persons interested in submitting such an application are required to file a letter of intent no later than September 29, 1999, followed by a formal application to the Commission no later than October 29, 1999, and are also required to submit all necessary technical documentation to the Department of Industry by the latter date.

The Commission also reminds applicants that they must comply with the eligibility requirements set out in the *Direction to the CRTC (Ineligibility of Non-Canadians)*, SOR/97-192, dated April 8, 1997, as amended by SOR/98-1268, dated July 15, 1998 and the *Direction to the CRTC (Ineligibility to Hold Broadcasting Licences)*, SOR/85-627, dated June 27, 1985, as amended by SOR/97-231, dated April 22, 1997.

The Commission requires that applications include a business plan, including financial projections of revenues, subscribers, expenses, capital costs and a statement of changes in financial position for the pre-operating period and each of the seven years of the proposed licence term. All of the underlying assumptions used to prepare the projections must also be provided.

In addition, the application must also contain documentary evidence demonstrating that, should the application be successful, all of the proposed funding within the business plan will be unequivocally available on or before the date that the Commission renders its decision on the application. For the convenience of applicants, the Commission has available upon request a document entitled "Documentation Required by the Commission to Support the Availability of an Applicant's Proposed Financing."

Dans la décision CRTC 99-172 du 14 juillet 1999, le Conseil a approuvé des demandes visant à acquérir l'actif de CKOC et CKLH-FM Hamilton et a attribué à Télémedia Radio inc. des licences expirant le 31 août 2005. Aucune mesure ne sera donc nécessaire à l'égard des demandes de renouvellement susmentionnées soumises par Radiocorp Inc.

Article 57

Kirkland Lake (Ontario)

Connelly Communications Corporation, (CJLK)

Dans la décision CRTC 99-181 du 14 juillet 1999, le Conseil a approuvé une demande visant l'exploitation d'une entreprise de programmation de radio FM à Kirkland Lake en remplacement de la station AM CJLK. Le Conseil a attribué à cette nouvelle entreprise une licence expirant le 31 août 2005. Aucune mesure ne sera donc nécessaire à l'égard de la demande de renouvellement susmentionnée.

Le 1^{er} septembre 1999

[37-1-o]

CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES

AVIS PUBLIC 1999-142

Appel de demandes de licence de radiodiffusion visant l'exploitation de nouvelles entreprises de distribution de radiocommunication par systèmes de distribution multipoint (SDM) afin d'offrir un service en Colombie-Britannique

Le Conseil annonce qu'il a reçu des demandes de licence de radiodiffusion visant l'exploitation de nouvelles entreprises de distribution de radiocommunication par SDM afin d'offrir un service à différentes localités de la Colombie-Britannique.

Le Conseil invite par la présente toute autre personne désireuse d'obtenir une licence à lui soumettre une demande afin d'offrir un service SDM à des localités de la Colombie-Britannique.

Toute personne intéressée devra signifier son intention au plus tard le 29 septembre 1999, et celle-ci devra être suivie du dépôt de la demande au Conseil au plus tard le 29 octobre 1999. La requérante devra aussi soumettre la documentation technique nécessaire au ministère de l'Industrie au plus tard à cette dernière date.

Le Conseil rappelle aussi aux requérantes qu'elles doivent satisfaire aux exigences d'admissibilité établies dans le décret intitulé *Instructions au CRTC (Inadmissibilité de non-Canadiens)*, DORS/97-192 du 8 avril 1997, modifié par le DORS/98-1268 du 15 juillet 1998, et dans le décret intitulé *Instructions au CRTC (Inadmissibilité aux licences de radiodiffusion)*, DORS/85-627 du 27 juin 1985, modifié par le DORS/97-231 du 22 avril 1997.

Le Conseil exige que les demandes renferment un plan d'entreprise, y compris des prévisions financières concernant les recettes, les abonnés, les dépenses et le coût en capital ainsi qu'un état de l'évolution de la situation financière pour la période précédant la mise en exploitation et chacune des sept années de la période d'application de la licence qui est proposée. Toutes les hypothèses sous-jacentes aux prévisions doivent être fournies.

De plus, la demande doit renfermer aussi une preuve documentée démontrant que, si la demande est agréée, la totalité du financement proposé dans le plan d'entreprise sera disponible sans équivoque à la date où le Conseil rendra sa décision à l'égard de la demande. À cet égard, les requérantes peuvent s'adresser au Conseil pour obtenir le document intitulé « Exigences du Conseil concernant les documents à l'appui du financement proposé par la requérante ».

The Commission will announce at a later date the public process where applications will be considered and where they may be examined by the public.

Notice of each application will also be published in newspapers of general circulation within the area to be served.

The public will be given the opportunity to comment on any application by submitting written interventions to the Secretary General, Canadian Radio-television and Telecommunications Commission, Ottawa K1A 0N2, and by serving a true copy of the interventions on the applicants at least 25 days before the date of the hearing.

August 30, 1999

[37-1-o]

CANADIAN RADIO-TELEVISION AND TELECOMMUNICATIONS COMMISSION

PUBLIC NOTICE 1999-143

In Public Notice CRTC 1999-97, dated June 11, 1999, entitled *Building on Success — A Policy Framework for Canadian Television*, the Commission indicated that it was prepared to extend the authority to broadcast infomercials to specialty services. In that notice, the Commission also noted that the carriage of infomercials on specialty services would be subject to the requirements set out in Public Notices CRTC 1999-139 and 1995-93. These requirements are the same as for other broadcasting undertakings. The Commission further specified that specialty services wishing to take advantage of this authorization were required to file applications for the necessary licence amendments by July 30, 1999.

In response to the Commission's authorization, a total of 42 applications for authority to broadcast infomercials have been received from the specialty television services listed below:

Across Canada

The following licensees authorized the Canadian Association of Broadcasters (CAB) to act as their agent.

1. CHUM Limited/CHUM limitée (Bravo)
2. Pulse 24 Inc. (Pulse 24)
3. Canadian Learning Television Ltd. (CLT)
4. The Comedy Network Inc. (TCN)
5. 3247236 Canada Inc. (Country Music Television)
6. CTV Television Inc. (CTV News 1)
7. CTV Sports Net Inc./Réseau des sports CTV inc. (S³)
8. CHUM Limited/CHUM limitée (MuchMoreMusic)
9. CHUM Limited/CHUM limitée (MuchMusic)
10. MusiquePlus inc. (MusiMax)
11. MusiquePlus inc. (MusiquePlus)
12. 1163031 Ontario Inc. (Outdoor Life Network)
13. The Partners of Prime TV (Prime TV)
14. Partners in "Report on Business Television" a General Partnership (ROBTv)
15. CHUM Limited/CHUM limitée (Space: The Imagination Station) [Space]

Le Conseil annoncera plus tard le processus public où les demandes seront étudiées et les endroits où le public pourra les consulter.

Un avis concernant la demande sera également publié dans des journaux à grand tirage de la région à desservir.

Le public pourra formuler des observations concernant l'une ou l'autre des demandes en déposant auprès du Secrétaire général, Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, Ottawa K1A 0N2, des interventions écrites dont une copie conforme aura été signifiée aux requérantes, au moins 25 jours avant la date de l'audience.

Le 30 août 1999

[37-1-o]

CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES

AVIS PUBLIC 1999-143

Dans l'avis public CRTC 1999-97 du 11 juin 1999, intitulé *La politique télévisuelle au Canada : Misons sur nos succès*, le Conseil a souligné qu'il était prêt à étendre l'autorisation de diffuser des infopublicités aux services spécialisés. Dans cet avis, il a ajouté que la diffusion d'infopublicités dans les services spécialisés serait assujettie aux exigences établies dans les avis publics CRTC 1999-139 et 1995-93. Ces exigences sont les mêmes que pour les autres entreprises de radiodiffusion. Le Conseil a précisé que les services spécialisés souhaitant profiter de cette autorisation étaient tenus de déposer des demandes en vue d'apporter les modifications nécessaires aux licences, au plus tard le 30 juillet 1999.

Suite à l'autorisation du Conseil, un total de 42 demandes d'autorisation de diffuser des infopublicités ont été reçues des services de télévision spécialisés suivants :

L'ensemble du Canada

Les titulaires suivantes autorisent l'Association canadienne des radiodiffuseurs (ACR) à agir comme leur agent.

1. CHUM Limited/CHUM limitée (Bravo)
2. Pulse 24 Inc. (Pulse 24)
3. Canadian Learning Television Ltd. (CLT)
4. The Comedy Network Inc. (TCN)
5. 3247236 Canada Inc. (Country Music Television)
6. CTV Television Inc. (CTV News 1)
7. CTV Sports Net Inc./Réseau des sports CTV inc. (S³)
8. CHUM Limited/CHUM limitée (MuchMoreMusic)
9. CHUM Limited/CHUM limitée (MuchMusic)
10. MusiquePlus inc. (MusiMax)
11. MusiquePlus inc. (MusiquePlus)
12. 1163031 Ontario Inc. (Outdoor Life Network)
13. The Partners of Prime TV (Prime TV)
14. Partners in "Report on Business Television" a General Partnership (ROBTv)
15. CHUM Limited/CHUM limitée (Space: The Imagination Station) [Space]

16. Star Entertainment Inc. (Star-TV)
17. 1155637 Ontario Inc. (Talk TV)
18. Telelatino Network Inc.
19. 3429873 Canada Inc. (Treehouse TV)
20. YTV Canada, Inc.

The following licensees authorized the Specialty and Premium Television Association (SPTV) to act as their agent.

21. The Sports Network Inc.
22. Teletoon Canada Inc. (Teletoon)
23. Showcase Television Inc. (Showcase)
24. History Television Inc. (The History and Entertainment Network) [H&E]
25. Life Network Inc./Réseau Life inc.
26. HGTV Canada Inc. (Home and Garden Television) [HGTV]
27. Les Réseaux Premier Choix inc. (Canal D)
28. 3493688 Canada inc. (Canal Évasion)
29. Canal Fiction (SDEC)
30. Canal Histoire (SDEC)
31. Radiomutuel inc. (Canal Vie)
32. Radiomutuel inc. (Canal Z)
33. 2953285 Canada Inc.
34. Fairchild Television Ltd.
35. Sportscope Television Network Inc.
36. Odyssey Television Network Inc.
37. Le Réseau des Sports (RDS)
38. South Asian Television Canada Limited (SATV)
39. Fairchild Television Ltd. (TalentVision)
40. Vision TV: Canada's Faith Network/Réseau religieux canadien
41. Pelmorex Communications Inc. (The Weather Network/MétéoMédia)
42. Lifestyle Television (1994) Limited (Women's Television Network) [WTN]

Deadline for intervention: October 4, 1999

August 30, 1999

[37-1-o]

CANADIAN RADIO-TELEVISION AND TELECOMMUNICATIONS COMMISSION

PUBLIC NOTICE 1999-144

1. Rogers Cablesystems Limited and Rogers Cablesystems Ontario Limited
Kitchener/Grand River, Stratford and area, Brantford, Paris, St. Mary's and surrounding areas and Guelph, Ontario
Under the priority carriage rules contained in the *Broadcasting Distribution Regulations*, Rogers is required to carry both CFPL-TV (Ind) London and CKNX-TV (Ind) Wingham, on both of the cable systems serving the communities noted above.

16. Star Entertainment Inc. (Star-TV)
17. 1155637 Ontario Inc. (Talk TV)
18. Telelatino Network Inc.
19. 3429873 Canada Inc. (Treehouse TV)
20. YTV Canada, Inc.

Les titulaires suivantes autorisent l'Association de la télévision spécialisée et payante (TVSP) à agir comme leur agent.

21. The Sports Network Inc.
22. Teletoon Canada Inc. (Teletoon)
23. Showcase Television Inc. (Showcase)
24. History Television Inc. (The History and Entertainment Network) [H&E]
25. Life Network Inc./Réseau Life inc.
26. HGTV Canada Inc. (Home and Garden Television) [HGTV]
27. Les Réseaux Premier Choix inc. (Canal D)
28. 3493688 Canada inc. (Canal Évasion)
29. Canal Fiction (SDEC)
30. Canal Histoire (SDEC)
31. Radiomutuel inc. (Canal Vie)
32. Radiomutuel inc. (Canal Z)
33. 2953285 Canada Inc.
34. Fairchild Television Ltd.
35. Sportscope Television Network Inc.
36. Odyssey Television Network Inc.
37. Le Réseau des Sports (RDS)
38. South Asian Television Canada Limited (SATV)
39. Fairchild Television Ltd. (TalentVision)
40. Vision TV: Canada's Faith Network/Réseau religieux canadien
41. Pelmorex Communications Inc. (The Weather Network/MétéoMédia)
42. Lifestyle Television (1994) Limited (Women's Television Network) [WTN]

Date limite d'intervention : le 4 octobre 1999

Le 30 août 1999

[37-1-o]

CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TELECOMMUNICATIONS CANADIENNES

AVIS PUBLIC 1999-144

1. Rogers Cablesystems Limited et Rogers Cablesystems Ontario Limited
Kitchener/Grand River, Stratford et la région, Brantford, Paris, St. Mary's et les régions avoisinantes et Guelph (Ontario)
En vertu des règles de distribution prioritaires établies dans le *Règlement sur la distribution de radiodiffusion*, Rogers est tenue de distribuer CFPL-TV (Ind) London et CKNX-TV (Ind) Wingham, sur les deux systèmes de distribution desservant les deux localités en question.

These two applications request that, for each of the two cable systems, Rogers be relieved, by condition of licence, of the requirement to carry the Wingham station, because the London station offers virtually the same programming, except for local news.

Deadline for intervention: October 7, 1999

September 1, 1999

[37-1-o]

Dans ces deux demandes, Rogers vise à être exemptée, pour chacun des systèmes de câblodistribution, par condition de licence, de l'exigence de distribuer la station de Wingham puisque la station de London offre pratiquement la même programmation, à l'exception des nouvelles locales.

Date limite d'intervention : le 7 octobre 1999

Le 1^{er} septembre 1999

[37-1-o]

MISCELLANEOUS NOTICES

AIG LIFE INSURANCE COMPANY OF CANADA HARTFORD LIFE INSURANCE COMPANY OF CANADA

LETTERS PATENT OF AMALGAMATION

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of subsection 250(2) of the *Insurance Companies Act* (Canada), that AIG Life Insurance Company of Canada, having its head office at 145 Wellington Street W, 8th Floor, Toronto, Ontario M5J 2T4, and Hartford Life Insurance Company of Canada, having its head office at 3027 Harvester Road, 5th Floor, Burlington, Ontario L7N 3G9, intend to make a joint application to the Minister of Finance on or after September 13, 1999, for letters patent of amalgamation continuing them as one company under the name AIG Life Insurance Company of Canada, and in French, La Compagnie d'Assurance-Vie AIG du Canada.

August 13, 1999

AIG LIFE INSURANCE COMPANY
OF CANADA

HARTFORD LIFE INSURANCE COMPANY
OF CANADA

[34-4-o]

ALLFIRST BANK

DOCUMENTS DEPOSITED

Notice is hereby given, pursuant to section 105 of the *Canada Transportation Act*, that on August 4, 1999, the following documents were deposited in the Office of the Registrar General of Canada:

1. Bill of Sale dated June 28, 1999, by and between National Steel Car Limited, and Allfirst Bank;
2. Memorandum of Lease dated June 28, 1999, by and between Allfirst Bank and Progress Rail Services Corporation, doing business as Progress Rail Canada; and
3. Memorandum of Lease dated June 28, 1999, by and between Allfirst Bank and Progress Rail Services Corporation, doing business as Progress Rail Canada.

August 4, 1999

MILES & STOCKBRIDGE
Solicitors

[37-1-o]

ALLFIRST BANK

DOCUMENTS DEPOSITED

Notice is hereby given, pursuant to section 105 of the *Canada Transportation Act*, that on August 4, 1999, the following documents were deposited in the Office of the Registrar General of Canada:

1. Memorandum of Collateral Assignment of Lease dated June 28, 1999, by and between Allfirst Bank and Progress Rail Services Corporation doing business as Progress Rail Canada; and

AVIS DIVERS

LA COMPAGNIE D'ASSURANCE-VIE AIG DU CANADA HARTFORD DU CANADA, COMPAGNIE D'ASSURANCE-VIE

LETTRES PATENTES DE FUSION

Avis est par les présentes donné, conformément au paragraphe 250(2) de la *Loi sur les sociétés d'assurances* (Canada), que La Compagnie d'Assurance-Vie AIG du Canada, dont le siège social est sis au 145, rue Wellington Ouest, 8^e étage, Toronto (Ontario) M5J 2T4, et la Hartford du Canada, Compagnie d'Assurance-Vie, dont le siège social est sis au 3027, chemin Harvester, 5^e étage, Burlington (Ontario) L7N 3G9, entendent faire une demande conjointe au ministre des Finances, le 13 septembre 1999 ou après cette date, pour obtenir des lettres patentes de fusion leur permettant de poursuivre leurs activités en tant que compagnie unique sous la dénomination sociale de La Compagnie d'Assurance-Vie AIG du Canada, et en anglais, AIG Life Insurance Company of Canada.

Le 13 août 1999

LA COMPAGNIE D'ASSURANCE-VIE
AIG DU CANADA

HARTFORD DU CANADA, COMPAGNIE
D'ASSURANCE-VIE

[34-4-o]

ALLFIRST BANK

DÉPÔT DE DOCUMENTS

Avis est par les présentes donné, conformément à l'article 105 de la *Loi sur les transports au Canada*, que le 4 août 1999 les documents suivants ont été déposés au Bureau du registraire général du Canada :

1. Contrat de vente en date du 28 juin 1999 par et entre la National Steel Car Limited, et la Allfirst Bank;
2. Résumé de contrat de location en date du 28 juin 1999 par et entre la Allfirst Bank et la Progress Rail Services Corporation, faisant affaire sous le nom de Progress Rail Canada;
3. Résumé de contrat de location en date du 28 juin 1999 par et entre la Allfirst Bank et la Progress Rail Services Corporation, faisant affaire sous le nom de Progress Rail Canada.

Le 4 août 1999

Les conseillers juridiques
MILES & STOCKBRIDGE

[37-1-o]

ALLFIRST BANK

DÉPÔT DE DOCUMENTS

Avis est par les présentes donné, conformément à l'article 105 de la *Loi sur les transports au Canada*, que le 4 août 1999 les documents suivants ont été déposés au Bureau du registraire général du Canada :

1. Résumé de cession de location garantie en date du 28 juin 1999 par et entre la Allfirst Bank et la Progress Rail Services Corporation, faisant affaire sous le nom de Progress Rail Canada;

2. Memorandum of Collateral Assignment of Lease dated June 28, 1999, by and between Allfirst Bank and Progress Rail Services Corporation, doing business as Progress Rail Canada.

August 4, 1999

MILES & STOCKBRIDGE
Solicitors
[37-1-o]

BANKBOSTON, N.A.

DOCUMENT DEPOSITED

Notice is hereby given, pursuant to section 105 of the *Canada Transportation Act*, that on August 26, 1999, the following document was deposited in the Office of the Registrar General of Canada:

Security Agreement effective as of August 26, 1999, between Helm-Pacific Leasing and BankBoston, N.A.

August 31, 1999

MCCARTHY TÉTRAULT
Solicitors
[37-1-o]

CANADIAN AMERICAN RAILWAY COMPANY

DOCUMENTS DEPOSITED

Notice is hereby given, pursuant to section 104 of the *Canada Transportation Act*, that on August 30, 1999, the following documents were deposited in the Office of the Registrar General of Canada:

1. Deed of movable and immovable hypothec dated as of August 12, 1999, between Allfirst Financial Center, National Association, as Secured Party, and Canadian American Railway Company, as Debtor; and
2. Deed of Assignment of Hypothec dated as of August 12, 1999, between Allfirst Financial Center, National Association, as Assignor, and Bank Austria Creditanstalt Corporate Finance, Inc., and Bank Austria Creditanstalt SBIC, Inc., as Assignees.

August 31, 1999

OGILVY RENAULT, S.E.N.C.
Solicitors
[37-1-o]

COMMERCIAL UNION ASSURANCE COMPANY PLC

CHANGE OF NAME

Notice is hereby given that Commercial Union Assurance Company plc intends to make an application to the Superintendent of Financial Institutions (Canada), pursuant to section 576 of the *Insurance Companies Act* (Canada), to change the name under which it is authorized to insure risks to CGU International Insurance plc effective October 1, 1999.

Toronto, August 27, 1999

STIKEMAN, ELLIOTT
Solicitors
[36-4-o]

2. Résumé de cession de location garantie en date du 28 juin 1999 par et entre la Allfirst Bank et la Progress Rail Services Corporation, faisant affaire sous le nom de Progress Rail Canada.

Le 4 août 1999

Les conseillers juridiques
MILES & STOCKBRIDGE
[37-1-o]

BANKBOSTON, N.A.

DÉPÔT DE DOCUMENT

Avis est par les présentes donné, conformément à l'article 105 de la *Loi sur les transports au Canada*, que le 26 août 1999 le document suivant a été déposé au Bureau du registraire général du Canada :

Accord de garantie en vigueur à partir du 26 août 1999 entre la Helm-Pacific Leasing et la BankBoston, N.A.

Le 31 août 1999

Les conseillers juridiques
MCCARTHY TÉTRAULT
[37-1-o]

CANADIAN AMERICAN RAILWAY COMPANY

DÉPÔT DE DOCUMENTS

Avis est par les présentes donné, conformément à l'article 104 de la *Loi sur les transports au Canada*, que le 30 août 1999 les documents suivants ont été déposés au Bureau du registraire général du Canada :

1. Acte hypothécaire de biens meubles et immeubles en date du 12 août 1999 entre la Allfirst Financial Center, National Association, en qualité de créancier garanti, et la Canadian American Railway Company, en qualité de débiteur;
2. Acte de cession d'hypothèque en date du 12 août 1999 entre la Allfirst Financial Center, National Association, en qualité de cédant, et la Bank Austria Creditanstalt Corporate Finance, Inc. et la Bank Austria Creditanstalt SBIC, Inc., en qualité de cessionnaires.

Le 31 août 1999

Les avocats
OGILVY RENAULT, S.E.N.C.
[37-1-o]

COMMERCIAL UNION ASSURANCE COMPANY PLC

CHANGEMENT DE RAISON SOCIALE

Avis est par les présentes donné que la Commercial Union Assurance Company plc a l'intention de présenter une demande au surintendant des institutions financières du Canada, en vertu de l'article 576 de la *Loi sur les sociétés d'assurances* (Canada), visant à changer la raison sociale sous laquelle celle-ci est autorisée à garantir des risques à CGU International Insurance plc, applicable à compter du 1^{er} octobre 1999.

Toronto, le 27 août 1999

Les conseillers juridiques
STIKEMAN, ELLIOTT
[36-4-o]

DARTMOUTH MARINE SLIPS

PLANS DEPOSITED

Dartmouth Marine Slips hereby gives notice that an application has been made to the Minister of Fisheries and Oceans under the *Navigable Waters Protection Act* for approval of the plans and site of the work described herein. Under section 9 of the said Act, Dartmouth Marine Slips has deposited with the Minister of Fisheries and Oceans, and in the office of the District Registrar of the Land Registry District of Halifax, at 5151 Terminal Road, Halifax, Nova Scotia, under deposit number 30916, a description of the site and plans of existing marine slips, proposed infill, wharf repair, rock ballast and armour stone at Dartmouth Marine Slips, Halifax Harbour, at the foot of King Street.

Written objections based on the effect of the work on marine navigation should be directed, not later than one month from the date of publication of this notice, to the Regional Director, Canadian Coast Guard, Department of Fisheries and Oceans, Foot of Parker Street, P.O. Box 1000, Dartmouth, Nova Scotia B2Y 3Z8.

Halifax, September 1, 1999

KEN ISNOR
Business Development Manager

[37-1-o]

HABIB BANK AG ZURICH

LETTERS PATENT

Notice is hereby given that Habib Bank AG Zurich intends to file an application with the Superintendent of Financial Institutions, pursuant to Part III of the *Bank Act*, for letters patent incorporating a Schedule II bank under the name Habib Canadian Bank, in English, and Banque Habib Canadienne, in French.

Any person who objects to the issuance of these letters patent may submit an objection in writing to the Office of the Superintendent of Financial Institutions, Registration and Approvals Division, 255 Albert Street, 15th Floor, Ottawa, Ontario K1A 0H2, on or before October 20, 1999.

Toronto, August 16, 1999

GOWLING, STRATHY & HENDERSON
Barristers and Solicitors

[35-4-o]

ING CANADA INC.

EQUISURE FINANCIAL NETWORK INC.

LETTERS PATENT

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of section 25 of the *Insurance Companies Act*, S.C., 1991, c. 47, that ING Canada Inc. and Equisure Financial Network Inc. intend to file an application with the Superintendent of Financial Institutions of Canada for letters patent incorporating Northbrooke General Insurance Company of Canada for the purpose of transacting the business of property, liability, automobile, boiler and machinery, fidelity and marine insurance.

DARTMOUTH MARINE SLIPS

DÉPÔT DE PLANS

La société Dartmouth Marine Slips donne avis, par les présentes, qu'une demande a été déposée auprès du ministre des Pêches et des Océans en vertu de la *Loi sur la protection des eaux navigables*, pour l'approbation des plans et de l'emplacement de l'ouvrage décrit ci-après. La Dartmouth Marine Slips a, en vertu de l'article 9 de ladite loi, déposé auprès du ministre des Pêches et des Océans, et au bureau de la publicité des droits du district d'enregistrement de Halifax, situé au 5151, chemin Terminal, Halifax (Nouvelle-Écosse), sous le numéro de dépôt 30916, une description de l'emplacement et les plans des rampes d'accès à l'eau existantes et des travaux projetés suivants : remblayage, réfection du quai, déchargeement de pierres concassées et installation de pierres de protection, effectués dans le port de Halifax, sur les lieux de la Dartmouth Marine Slips, au bout de la rue King.

Toute objection aux répercussions que les travaux pourraient avoir sur la navigation maritime doit être adressée par écrit, dans un délai d'un mois suivant la date de publication du présent avis, au Directeur régional, Garde côtière canadienne, Ministère des Pêches et des Océans, Rue Parker, Case postale 1000, Dartmouth (Nouvelle-Écosse) B2Y 3Z8.

Halifax, le 1^{er} septembre 1999

Le directeur de la promotion commerciale
KEN ISNOR

[37-1]

HABIB BANK AG ZURICH

LETTRES PATENTES

Avis est par les présentes donné que la Habib Bank AG Zurich a l'intention de soumettre au surintendant des institutions financières, en vertu de la partie III de la *Loi sur les banques*, une demande de lettres patentes constituant une banque de l'annexe II sous la dénomination sociale de Banque Habib Canadienne, en français, et Habib Canadian Bank, en anglais.

Toute personne qui s'oppose à l'émission de ces lettres patentes peut s'adresser par écrit au Bureau du surintendant des institutions financières, Division de l'agrément et des approbations, 255, rue Albert, 15^e étage, Ottawa (Ontario) K1A 0H2, au plus tard le 20 octobre 1999.

Toronto, le 16 août 1999

Les avocats
GOWLING, STRATHY & HENDERSON

[35-4-o]

ING CANADA INC.

EQUISURE FINANCIAL NETWORK INC.

LETTRES PATENTES

Avis est par les présentes donné que ING Canada Inc. et Equisure Financial Network Inc. ont l'intention de présenter une requête, au titre de l'article 25 de la *Loi sur les sociétés d'assurances*, L.C. (1991), ch. 47, auprès du surintendant des institutions financières du Canada, pour obtenir des lettres patentes constituant en personne morale la Compagnie d'assurance générale Northbrooke du Canada, afin d'exercer des activités relatives aux assurances de biens, responsabilité, automobile, bris de machines, contre les détournements et maritime.

Any person objecting to the proposed incorporation may submit an objection in writing to the Office of the Superintendent of Financial Institutions, Ottawa, Ontario K1A 0H2, on or before October 19, 1999.

Toronto, August 21, 1999

ING CANADA INC.
FRANÇOISE GUÉNETTE
*Senior Vice-President, Legal and
Corporate Services, and Secretary*
EQUISURE FINANCIAL NETWORK INC.
ROBERT F. HUTCHINSON
*Senior Vice-President and
General Counsel*

[35-4-o]

Quiconque s'oppose à la présente proposition de constitution en personne morale peut soumettre une opposition par écrit au Bureau du surintendant des institutions financières, Ottawa (Ontario) K1A 0H2, au plus tard le 19 octobre 1999.

Toronto, le 21 août 1999

ING CANADA INC.
*La première vice-présidente, services
corporatifs et juridiques, et secrétaire*
FRANÇOISE GUÉNETTE
EQUISURE FINANCIAL NETWORK INC.
*Le premier vice-président et
chef des affaires juridiques*
ROBERT F. HUTCHINSON

[35-4-o]

LAWRENCE T. O'KEEFE

PLANS DEPOSITED

Lawrence T. O'Keefe hereby gives notice that an application has been made to the Minister of Fisheries and Oceans under the *Navigable Waters Protection Act* for approval of the plans and site of the work described herein. Under section 9 of the said Act, Lawrence T. O'Keefe has deposited with the Minister of Fisheries and Oceans, and in the Government Service Centre at McCurdy Complex for the district of Gander, at Markham Place, Gander, Newfoundland, a description of the site and plans of a proposed floating dock over the Gander River at a location between Second and Third ponds in front of Lot No. 61 (property of the Applicant).

And take notice that the project is presently being screened pursuant to the *Canadian Environmental Assessment Act*.

Written objections based on the effect of the work on marine navigation and on the environment as it relates to areas of federal responsibility should be directed, not later than one month from the date of publication of this notice, to the Regional Director, Canadian Coast Guard, Department of Fisheries and Oceans, P.O. Box 5667, St. John's, Newfoundland A1C 5X1.

St. John's, August 15, 1999

LAWRENCE T. O'KEEFE

[37-1-o]

LAWRENCE T. O'KEEFE

DÉPÔT DE PLANS

Lawrence T. O'Keefe donne avis, par les présentes, qu'une demande a été déposée auprès du ministre des Pêches et des Océans en vertu de la *Loi sur la protection des eaux navigables*, pour l'approbation des plans et de l'emplacement de l'ouvrage décrit ci-après. Lawrence T. O'Keefe a, en vertu de l'article 9 de ladite loi, déposé auprès du ministre des Pêches et des Océans, et au centre de services gouvernementaux pour le district de Gander, au complexe McCurdy, Markham Place, Gander (Terre-Neuve), une description de l'emplacement et les plans d'un quai flottant qu'on propose d'installer sur la rivière Gander, entre les étangs Second et Third, en face du lot n° 61 (propriété du requérant).

Le projet fait présentement l'objet d'un examen préalable en conformité avec la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale*.

Toute objection aux répercussions que les travaux pourraient avoir sur la navigation maritime et sur l'environnement en ce qui a trait aux compétences fédérales doit être adressée par écrit, dans un délai d'un mois suivant la date de publication du présent avis, au Directeur régional, Garde côtière canadienne, Ministère des Pêches et des Océans, Case postale 5667, St. John's (Terre-Neuve) A1C 5X1.

St. John's, le 15 août 1999

LAWRENCE T. O'KEEFE

[37-1-o]

LE MANS RÉ

APPLICATION FOR AN ORDER

Notice is hereby given that Le Mans Ré, an affiliated company of Les Mutuelles du Mans Assurances Group, which is based in Le Mans, France, intends to make an application, pursuant to section 574 of the *Insurance Companies Act*, for an order approving the insuring in Canada of risks falling within the following classes of insurance, namely, property, accident and sickness, automobile, boiler and machinery, fidelity, liability and surety, limited to the business of reinsurance.

August 30, 1999

L. RUI QUINTAL
Chief Agent

[37-4-o]

LE MANS RÉ

DEMANDE D'ORDONNANCE

Avis est par les présentes donné que Le Mans Ré, une filiale du Groupe Mutuelles du Mans Assurances qui est situé à Le Mans, France, a l'intention de présenter, conformément à l'article 574 de la *Loi sur les sociétés d'assurances*, une demande d'ordonnance l'autorisant à offrir au Canada de l'assurance dans les catégories de risques suivantes, notamment biens, accidents et maladie, automobile, chaudières et machines, détournements, responsabilité et caution, limitée aux affaires de réassurance.

Le 30 août 1999

L'agent principal
L. RUI QUINTAL

[37-4-o]

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION DU QUÉBEC

PLANS DEPOSITÉS

The Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (Ministry of Agriculture, Fisheries and Food of Quebec) hereby gives notice that an application has been made to the Minister of Fisheries and Oceans under the *Navigable Waters Protection Act* for approval of the plans and site of the work described herein. Under section 9 of the said Act, the Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec has deposited with the Minister of Fisheries and Oceans, and in the office of the District Registrar of the Land Registry District of Gaspé, at Percé, Quebec, under deposit number 143102, a description of the site and plans of an existing aquaculture area in Gaspé Bay, in the town of Gaspé, approximately off lots 34 B and 34 C, that is just to the west of Penouille Peninsula.

And take notice that the project is presently being screened pursuant to the *Canadian Environmental Assessment Act*.

Written objections based on the effect of the work on marine navigation and on the environment as it relates to areas of federal responsibility should be directed, not later than one month from the date of publication of this notice, to the Regional Director, Canadian Coast Guard, Department of Fisheries and Oceans, 101 Champlain Boulevard, 3rd Floor, Québec, Quebec G1K 7Y7.

Grande-Rivière, September 2, 1999

CENTRE AQUICOLE MARIN DE GRANDE-RIVIÈRE
ANDRÉ DUBOIS
Petitioner

[37-1-o]

MINISTRY OF TRANSPORTATION AND HIGHWAYS OF BRITISH COLUMBIA

PLANS DEPOSITÉS

The Ministry of Transportation and Highways of British Columbia hereby gives notice that an application has been made to the Minister of Fisheries and Oceans under the *Navigable Waters Protection Act* for approval of the plans and site of the work described herein. Under section 9 of the said Act, the Ministry of Transportation and Highways of British Columbia has deposited with the Minister of Fisheries and Oceans, at Vancouver, British Columbia, and in the office of the District Registrar of the Land Registry District of Victoria, at Victoria, British Columbia, under Land Registry reference (deposit) number EN73573, drawing number V442-3091-NWPA, being a plan of the bridge on Inland Island Highway, located over the Browns River on Highway Right-of-Way through Section 16, Township 9, Comox District, west of Courtenay, British Columbia. The clearance will be 9.5 metres above high water with an unencumbered channel width.

Written objections based on the effect of the work on marine navigation and on the environment should be directed, not later than one month from the date of publication of this notice, to the Regional Director, Navigable Waters Protection Division, Operational Programs, Canadian Coast Guard, Department of Fisheries and Oceans, 350-555 West Hastings Street, Vancouver, British Columbia V6B 5G3.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION DU QUÉBEC

DÉPÔT DE PLANS

Le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec donne avis, par les présentes, qu'une demande a été déposée auprès du ministre des Pêches et des Océans en vertu de la *Loi sur la protection des eaux navigables*, pour l'approbation des plans et de l'emplacement de l'ouvrage décrit ci-après. Le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec a, en vertu de l'article 9 de ladite loi, déposé auprès du ministre des Pêches et des Océans et au bureau de la publicité des droits du district d'enregistrement de Gaspé, à Percé (Québec), sous le numéro de dépôt 143102, une description de l'emplacement et les plans de l'aire d'aquiculture marine existant dans la baie de Gaspé, ville de Gaspé, approximativement en face des lots 34 B et 34 C, soit juste à l'ouest de la presqu'île de Penouille.

Le projet fait présentement l'objet d'un examen préalable en conformité avec la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale*.

Toute objection aux répercussions que les travaux pourraient avoir sur la navigation maritime et sur l'environnement en ce qui a trait aux compétences fédérales doit être adressée par écrit, dans un délai d'un mois suivant la date de publication du présent avis, au Directeur régional, Garde côtière canadienne, Ministère des Pêches et des Océans, 101, boulevard Champlain, 3^e étage, Québec (Québec) G1K 7Y7.

Grande-Rivière, le 2 septembre 1999

CENTRE AQUICOLE MARIN DE GRANDE-RIVIÈRE
Le requérant
ANDRÉ DUBOIS

[37-1-o]

MINISTRY OF TRANSPORTATION AND HIGHWAYS OF BRITISH COLUMBIA

DÉPÔT DE PLANS

Le Ministry of Transportation and Highways of British Columbia (le ministère des Transports et de la Voirie de la Colombie-Britannique) donne avis, par les présentes, qu'une demande a été déposée auprès du ministre des Pêches et des Océans en vertu de la *Loi sur la protection des eaux navigables*, pour l'approbation des plans et de l'emplacement de l'ouvrage décrit ci-après. Le Ministry of Transportation and Highways of British Columbia a, en vertu de l'article 9 de ladite loi, déposé auprès du ministre des Pêches et des Océans, à Vancouver (Colombie-Britannique), et au bureau de la publicité des droits du district d'enregistrement de Victoria, à Victoria (Colombie-Britannique), le dessin n° V442-3091-NWPA, numéro de dépôt EN73573, lequel constitue un plan du pont de la route Inland Island, situé au-dessus de la rivière Browns, sur une emprise routière dans la section 16, township 19, district Comox, à l'ouest de Courtenay (Colombie-Britannique). La hauteur libre sera de 9,5 mètres au-dessus des hautes eaux et la largeur du chenal sera dégagée.

Toute objection aux répercussions que les travaux pourraient avoir sur la navigation maritime et sur l'environnement doit être adressée par écrit, dans un délai d'un mois suivant la date de publication du présent avis, au Directeur régional, Division de la protection des eaux navigables, Programmes opérationnels, Garde côtière canadienne, Ministère des Pêches et des Océans, 555, rue Hastings Ouest, Bureau 350, Vancouver (Colombie-Britannique) V6B 5G3.

For further information contact the Bridge Branch, Ministry of Transportation and Highways, 4D-940 Blanshard Street, P.O. Box 9850, Station Prov. Govt., Victoria, British Columbia V8W 9T5.

Victoria, August 20, 1999

HARRY LALI

Minister

[37-1-o]

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec la Bridge Branch, Ministry of Transportation and Highways, 940, rue Blanshard, Pièce 4D, Case postale 9850, Succursale Prov. Govt., Victoria (Colombie-Britannique) V8W 9T5.

Victoria, le 20 août 1999

Le ministre

HARRY LALI

[37-1]

PROGRESS RAIL SERVICES CORPORATION

DOCUMENTS DEPOSITED

Notice is hereby given, pursuant to section 105 of the *Canada Transportation Act*, that on August 4, 1999, the following documents were deposited in the Office of the Registrar General of Canada:

1. Memorandum of Lease dated June 28, 1999, by and between Progress Rail Services Corporation, doing business as Progress Rail Canada and Canadian National Railway Company; and
2. Memorandum of Lease dated June 28, 1999, by and between Progress Rail Services Corporation, doing business as Progress Rail Canada and Canadian National Railway Company.

August 4, 1999

MILES & STOCKBRIDGE

Solicitors

[37-1-o]

PROGRESS RAIL SERVICES CORPORATION

DÉPÔT DE DOCUMENTS

Avis est par les présentes donné, conformément à l'article 105 de la *Loi sur les transports au Canada*, que le 4 août 1999 les documents suivants ont été déposés au Bureau du registraire général du Canada :

1. Convention de location en date du 28 juin 1999 par et entre la Progress Rail Services Corporation, faisant affaire sous le nom de Progress Rail Canada et la Canadian National Railway Company;
2. Convention de location en date du 28 juin 1999 par et entre la Progress Rail Services Corporation, faisant affaire sous le nom de Progress Rail Canada et la Canadian National Railway Company.

Le 4 août 1999

Les conseillers juridiques

MILES & STOCKBRIDGE

[37-1-o]

QUEBEC SOUTHERN RAILWAY COMPANY LIMITED

DOCUMENTS DEPOSITED

Notice is hereby given, pursuant to section 104 of the *Canada Transportation Act*, that on August 30, 1999, the following documents were deposited in the Office of the Registrar General of Canada:

1. Deed of movable and immovable hypothec dated as of August 12, 1999, between Allfirst Financial Center, National Association, as Secured Party, and Quebec Southern Railway Company Ltd., as Debtor; and
2. Deed of Assignment of Hypothec dated as of August 12, 1999, between Allfirst Financial Center, National Association, as Assignor, and Bank Austria Creditanstalt Corporate Finance, Inc., and Bank Austria Creditanstalt SBIC, Inc., as Assignees.

August 31, 1999

OGILVY RENAULT, S.E.N.C.

Solicitors

[37-1-o]

COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER QUÉBEC SUD LTÉE

DÉPÔT DE DOCUMENTS

Avis est par les présentes donné, conformément à l'article 104 de la *Loi sur les transports au Canada*, que le 30 août 1999 les documents suivants ont été déposés au Bureau du registraire général du Canada :

1. Acte hypothécaire de biens meubles et immeubles en date du 12 août 1999 entre la Allfirst Financial Center, National Association, en qualité de créancier garanti, et la Compagnie de chemin de fer Québec Sud Ltée, en qualité de débiteur;
2. Acte de cession d'hypothèque en date du 12 août 1999 entre la Allfirst Financial Center, National Association, en qualité de cédant, et la Bank Austria Creditanstalt Corporate Finance, Inc. et la Bank Austria Creditanstalt SBIC, Inc., en qualité de cessionnaires.

Le 31 août 1999

Les avocats

OGILVY RENAULT, S.E.N.C.

[37-1-o]

ROYAL TRUST CORPORATION OF CANADA

REDUCTION OF STATED CAPITAL

Be it resolved as a special resolution that the stated capital account maintained by the Royal Trust Corporation of Canada (Corporation) for its common shares be reduced by \$150,000,000

SOCIÉTÉ TRUST ROYAL DU CANADA

RÉDUCTION DU CAPITAL DÉCLARÉ

Qu'il soit résolu à titre de résolution extraordinaire que le compte du capital déclaré de la Société Trust Royal du Canada (Société) relatif aux actions ordinaires soit réduit de

and that upon the reduction of the stated capital such amount be distributed to Royal Bank of Canada, the sole shareholder of the Corporation, the whole as provided for in a resolution passed by the directors of the Corporation at their meeting of August 23, 1999, and as hereby confirmed by the undersigned sole shareholder by its proper officer duly authorized for the purpose.

Toronto, September 1, 1999

ROYAL BANK OF CANADA

PETER W. CURRIE

*Executive Vice-President and
Chief Financial Officer*

Notice is hereby given that Royal Trust Corporation of Canada (Corporation) intends to make application to the Superintendent of Financial Institutions pursuant to subsection 78(5) of the *Trust and Loan Companies Act* (Canada), within three months after the date of the above special resolution, for approval to reduce the stated capital of the Corporation.

September 3, 1999

ROYAL TRUST CORPORATION OF CANADA

ART CHAROW

Vice-President and Chief Financial Officer

[37-1-o]

150,000,000 \$, et que lors de la réduction du capital déclaré, ladite somme soit versée au seul actionnaire de la Société, Banque Royale du Canada, le tout conformément à la résolution adoptée par le conseil d'administration de la Société à sa réunion du 23 août 1999 et confirmée par les présentes par l'actionnaire unique soussigné agissant par son dirigeant dûment autorisé à cette fin.

Toronto, le 1^{er} septembre 1999

BANQUE ROYALE DU CANADA

*Le vice-président directeur
et chef des finances*

PETER W. CURRIE

Avis est par les présentes donné que la Société Trust Royal du Canada (Société) demandera au surintendant des institutions financières, conformément au paragraphe 78(5) de la *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt* (Canada), dans les trois mois suivant l'adoption de la résolution extraordinaire, son consentement à la réduction du capital déclaré de la Société.

Le 3 septembre 1999

SOCIÉTÉ TRUST ROYAL DU CANADA

Le vice-président et chef des finances

ART CHAROW

[37-1-o]

INDEX

No. 37 — September 11, 1999

(An asterisk indicates a notice previously published.)

COMMISSIONS**Canadian International Trade Tribunal**

Cold-rolled steel sheet products — Findings 2662

Canadian Radio-television and Telecommunications Commission

*Addresses of CRTC offices — Interventions 2662

Decisions

99-373 to 99-425 2663

Public Notices

1999-100-1 2670

1999-142 — Call for applications for broadcasting licences to carry on new multipoint distribution systems (MDS) radiocommunication distribution undertakings to provide service in British Columbia 2671

1999-143 2672

1999-144 2673

GOVERNMENT NOTICES**Environment, Dept. of the****Canadian Environmental Protection Act**

Notice to anyone engaged in the production, import or use of ozone-depleting substances (ODSs) 2644

Finance, Dept. of**Statements**

Bank of Canada, balance sheet as at August 25, 1999 2655

Bank of Canada, balance sheet as at August 31, 1999 2657

Bank of Canada, balance sheet as at September 1, 1999... 2659

Industry, Dept. of

Appointments 2648

Department of Industry Act

DGRB-008-99 — Radio authorization fees for fixed wireless access systems in rural areas in the frequency range 3 400–3 550 MHz 2649

Radiocommunication Act

DGRB-012-99 — Granting operating privileges in the 28.0 MHz to 29.7 MHz band to individuals holding an amateur radio operator certificate with basic and Morse code (5 w.p.m.) qualifications 2651

GOVERNMENT NOTICES (Conc.)**National Revenue, Dept. of****Income Tax Act**

Revocation of registration of charities 2652

Notice of Vacancy

Marine Atlantic Inc. 2653

MISCELLANEOUS NOTICES

*AIG Life Insurance Company of Canada and Hartford Life Insurance Company of Canada, letters patent of amalgamation 2675

Allfirst Bank, documents deposited 2675

BankBoston, N.A., document deposited 2676

British Columbia, Ministry of Transportation and Highways of, bridge on Inland Island Highway over the Browns River, B.C. 2679

Canadian American Railway Company, documents deposited 2676

*Commercial Union Assurance Company PLC, change of name 2676

Dartmouth Marine Slips, existing marine slips and other works in Halifax Harbour, N.S. 2677

*Habib Bank AG Zurich, letters patent 2677

*ING Canada Inc. and Equisure Financial Network Inc., letters patent 2677

Le Mans Ré, application for an order 2678

O'Keefe, Lawrence T., floating dock over the Gander River, Nfld. 2678

Progress Rail Services Corporation, documents deposited ... 2680

Québec, Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du, existing aquaculture area in Gaspé Bay, Que. 2679

Quebec Southern Railway Company Limited, documents deposited 2680

Royal Trust Corporation of Canada, reduction of stated capital 2680

PARLIAMENT**House of Commons**

*Filing applications for private bills (1st Session, 36th Parliament) 2661

INDEX

N° 37 — Le 11 septembre 1999

(L'astérisque indique un avis déjà publié.)

AVIS DIVERS

Allfirst Bank, dépôt de documents.....	2675
BankBoston, N.A., dépôt de document.....	2676
British Columbia, Ministry of Transportation and Highways of, pont de la route Inland Island au-dessus de la rivière Browns (C.-B.)	2679
Canadian American Railway Company, dépôt de documents	2676
*Commercial Union Assurance Company PLC, changement de raison sociale	2676
*Compagnie d'Assurance-Vie AIG du Canada (La) et Hartford du Canada, Compagnie d'Assurance-Vie, lettres patentes de fusion	2675
Compagnie de chemin de fer Québec Sud Ltée, dépôt de documents	2680
Dartmouth Marine Slips, rampes d'accès à l'eau existantes et travaux projetés dans le port de Halifax (N.-É.)	2677
*Habib Bank AG Zurich, lettres patentes	2677
*ING Canada Inc. et Equisure Financial Network Inc., lettres patentes.....	2677
Le Mans Ré, demande d'ordonnance.....	2678
O'Keefe, Lawrence T., quai flottant sur la rivière Gander (T.-N.)	2678
Progress Rail Services Corporation, dépôt de documents.....	2680
Québec, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du, aire d'aquiculture marine existante dans la baie de Gaspé (Qué.)	2679
Société Trust Royal du Canada, réduction du capital déclaré	2680

AVIS DU GOUVERNEMENT**Avis de poste vacant**

Marine Atlantique Inc.	2653
------------------------------	------

Environnement, min. de l'

Loi canadienne sur la protection de l'environnement Avis à toute personne qui produit, importe ou utilise des substances qui appauvrisse la couche d'ozone (SACO).....	2644
---	------

AVIS DU GOUVERNEMENT (fin)**Finances, min. des**

Bilans Banque du Canada, bilan au 25 août 1999	2656
Banque du Canada, bilan au 31 août 1999	2658
Banque du Canada, bilan au 1 ^{er} septembre 1999.....	2660

Industrie, min. de l'

Nominations	2648
-------------------	------

Loi sur la radiocommunication

DGRB-012-99 — Accorder aux titulaires de certificats d'opérateur radioamateur avec compétence de base et compétence en morse (5 mots/minute) la permission d'exploiter une station d'amateur dans la bande de fréquences 28,0 MHz à 29,7 MHz.....	2651
---	------

Loi sur le ministère de l'Industrie

DGRB-008-99 — Droits d'autorisation de radiocommunication pour les systèmes fixes d'accès sans fil dans les régions rurales dans la gamme de fréquences 3 400 à 3 550 MHz.....	2649
--	------

Revenu national, min. du

Loi de l'impôt sur le revenu Annulation d'enregistrement d'organismes de bienfaisance	2652
--	------

COMMISSIONS**Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes**

*Adresses des bureaux du CRTC — Interventions	2662
Avis publics 1999-100-1	2670
1999-142 — Appel de demandes de licence de radiodiffusion visant l'exploitation de nouvelles entreprises de distribution de radiocommunication par systèmes de distribution multipoint (SDM) afin d'offrir un service en Colombie-Britannique	2671
1999-143	2672
1999-144	2673

Décisions

99-373 à 99-425	2663
-----------------------	------

Tribunal canadien du commerce extérieur

Produits de tôle d'acier laminés à froid — Conclusions ...	2662
--	------

PARLEMENT**Chambre des communes**

*Demandes introducives de projets de loi privés (1 ^{re} session, 36 ^e législature)	2661
--	------



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing
Public Works and Government Services
Canada
Ottawa, Canada K1A 0S9

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*
Les Éditions du gouvernement du Canada
Travaux publics et Services gouvernementaux
Canada
Ottawa, Canada K1A 0S9